

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1908.

Projet de loi approuvant la Convention conclue à Bruxelles, le 16 octobre 1907, entre la Belgique et l'Allemagne, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. P. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

La protection du droit des auteurs est consacrée en Belgique par la loi du 22 mars 1886.

Cette loi, qui remonte à vingt années, continue à être considérée comme la plus parfaite sur la matière, et a servi de modèle et d'exemple lors des réformes apportées dans la plupart des législations étrangères.

Sauf, en ce qui concerne la durée de la protection accordée aux artistes et littérateurs (3), la loi belge consacre le maximum des droits qui aient été assurés en cette matière et elle passe, à bon droit, pour être la plus généreuse et la plus libérale qui soit.

Si l'on résume les vœux et les desiderata des divers congrès qui se sont successivement préoccupés de la législation des droits intellectuels et le rapport récent de la Commission de la Société d'Études législatives sur les « Réformes à apporter à la législation sur la propriété littéraire et artistique (4) », l'on constate, à l'honneur de notre pays, qu'il n'est aucun de ces vœux et desiderata que notre législation n'ait consacrés par avance.

« La loi belge, » disait M. Rothlisberger, secrétaire du bureau international de

(1) Projet de loi, n° 119.

(2) La Commission, présidée par M. Beernaert, était composée de MM. Carton de Wiart, Destree, Hymans et Wauwermans.

(3) L'Espagne et la Colombie prolongent la durée du droit jusqu'à l'expiration des 80 années, à compter de la mort de l'auteur. Le Guatemala, le Mexique, le Nicaragua et le Venezuela ont proclamé le principe de la perpétuité.

(4) A. VAUNOIS, rapporteur, *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1908. Rousseau, éditeur, Paris. La Commission a conclu en ce qui concerne la perpétuité « III. Il n'y a pas lieu de prolonger la durée actuelle du droit d'auteur. Il n'y a pas lieu davantage d'établir une redevance quelconque sur l'exploitation des œuvres littéraires et artistiques après les cinquante ans garantis aux héritiers. »

Berne, au Congrès de Vevey de 1901, « réalise déjà les progrès établis par la Convention de Berne et même ceux demandés par la Convention idéale (1) ».

Le bénéfice de cette loi n'est pas réservé à nos seuls nationaux ni subordonné à la condition d'une édition, publication, ou première exécution sur le territoire belge ou à des conditions ou formalités quelconques. Le législateur belge n'a pas même cru devoir, par un ressouvenir de la maxime ancienne « *Peregrinus quasi hostis* », subordonner le respect de cette propriété à une condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Quelques critiques que l'on ait formulées à cet égard, le législateur de 1886 — suivant l'exemple donné par le décret français du 28 mars 1852 et resté jusqu'alors isolé — a reconnu que « le droit d'auteur n'est pas une création de la loi propre à chaque pays... »; que « toutes les législations ne font que reconnaître et consacrer, d'une façon plus ou moins rationnelle, un droit naturel et préexistant »; que « refuser d'admettre les étrangers à la protection de ce droit, c'est manifester l'intention d'être injuste à leur égard (2) ».

Il résulte de ce principe, consacré par l'article 38 de notre loi belge, et adopté à ce jour seulement en France, Grand-Duché de Luxembourg et Égypte, que la Belgique a accordé, par avance, aux étrangers le maximum des droits qu'il était possible de leur concéder. Dès lors, il est d'un intérêt capital pour elle de multiplier les efforts en vue d'assurer sur territoire étranger à nos nationaux, ou à ceux qui confient à nos éditeurs belges la publication de leurs œuvres, des avantages et la protection la plus large possible, par voie de traités particuliers ou de conventions internationales : Toute concession constitue un incontestable et légitime bénéfice, exempt de toute charge nouvelle de sa part.

L'on ne peut donc qu'applaudir aux efforts poursuivis par le Gouvernement, en vue de développer l'œuvre de protection internationale par des conventions particulières ou des unions entre pays désireux d'assurer un minimum de protection à des droits qui sont du domaine de l'humanité toute entière.

*Traités et conventions contractés par la Belgique pour la protection
de la propriété artistique et littéraire.*

Pour pleinement apprécier la portée de la convention soumise à l'approbation de la législature, il importe de rappeler les principes de la Convention de Berne et de citer les traités antérieurement contractés par la Belgique pour la protection de la propriété artistique et littéraire et encore en vigueur.

La convention actuelle substitue, en effet, au traité ancien un traité qui confirme et complète la Convention de Berne et en constitue, en quelque

(1) *Bulletin de l'Association artistique et littéraire internationale*, n° 14, 1901, p. 77.

(2) *Rapport de la Section centrale*, n° 191, 9 juillet 1885, p. 92.

sorte, une édition amendée et augmentée pour l'usage spécial des relations germano-belges (1).

D'autre part, en matière de traités internationaux, la clause de la *nation la plus favorisée* a pour conséquence d'étendre, au-delà des rapports entre les deux nations qui traitent, les charges du nouveau contrat.

*
*
*

L'élaboration d'un « Code international de la propriété intellectuelle », la constitution d'une Union solidarisant dans une action commune les peuples civilisés, pour la protection des droits moraux et matériels des écrivains et des artistes, fut considérée longtemps comme un projet chimérique, une tentative irréalisable qui devait se briser devant les intérêts économiques d'éditeurs mal conscients de leurs intérêts (1).

Ce fut à Rome, le 23 mai 1882, lors du IV^e Congrès organisé par l'Association artistique et littéraire internationale, que le projet entra dans la voie de la réalisation pratique, à la suite de la résolution présentée par M. Paul Schmidt, au nom des éditeurs allemands. Le vote de cette résolution devait être suivi à bref délai d'une Conférence, convoquée par la même Association à Berne (10-13 septembre 1883), qui élaborait un projet de convention en dix

(1) C'est, paraît-il, un libraire de Leyde, nommé Luzac, qui songea le premier à établir une union de nations, pour la protection des droits des libraires.

Depuis la séparation, les États avaient pris, dans les Provinces Unies, la place du souverain : d'où cette conséquence que tout livre imprimé dans une province était considéré dans la province voisine comme imprimé en pays étranger; la concurrence ainsi autorisée eût été ruineuse si les libraires n'avaient suppléé par un accord commun aux vices de cette législation. Ils créèrent le *droit de préférence* « de celui qui aurait annoncé le premier, par la voie des journaux, son » intention de publier, de réimprimer ou de faire traduire quelque ouvrage. Le mépris général » des gens de métier, le déni de coopération ou d'encouragement, servaient de frein à ceux qui » n'auraient pas voulu se soumettre à la coutume ».

Luzac eût voulu étendre ce régime de pays à pays. Il adressa, en 1748, un mémoire en ce sens au Congrès des plénipotentiaires formant le Congrès d'Aix-la-Chapelle. Les puissances contractantes se seraient engagées à ne point tolérer dans leurs États la contrefaçon d'œuvres originairement imprimées dans un des pays de l'Union. De semblables propositions furent développées à la Diète de Francfort pour les États de l'Allemagne. (BODEL NYENHUIS, *Dissertatio historica juridica de jure bibliopolarum*, 1819. — *De la propriété littéraire et de la contrefaçon*. Bruxelles, 1829.)

Ce projet fut alors considéré comme un songe creux ou comme un trop beau rêve.

Les auteurs de l'*Encyclopédie méthodique*, par une société de gens de lettres, de savants et d'artistes, écrivaient en 1783 : « Quelque édit qu'on publie, on ne parviendra jamais à détruire absolument la contrefaçon, à moins que tous les souverains ne s'entendent pour l'étouffer : et, en effet, comment empêcherons-nous que les presses de la Hollande, de la Suisse, de l'Angleterre ne s'emparent d'un ouvrage fait en France ? »

» Ni l'auteur ni le libraire ne peuvent s'opposer à ce que ces corsaires ne s'enrichissent de leur propriété ! Heureux encore s'ils ne la défigurent pas et s'il ne ravissent pas tout à la fois à l'homme de lettres une partie de sa gloire et de sa fortune ! Mais l'intérêt particulier de chaque nation s'opposera toujours à cet accord. Les imprimeries, les fabriques de papiers gagnent trop à ces usurpations pour qu'elles soient jamais arrêtées par ceux qui sont intéressés à les protéger. »

articles. Dès le 3 décembre suivant, le Conseil fédéral suisse appuyait auprès des Gouvernements de tous les pays la demande de l'Association littéraire internationale et leur offrait de prendre l'initiative d'une Conférence diplomatique qui examinerait « les dispositions communes que l'état soit de la législation intérieure, soit du droit international, permettait dès ce moment d'adopter. »

Les trois conférences, réunies à Berne, en 1884, 1885 et 1886 furent suivies dix années plus tard (1896) d'une conférence tenue à Paris.

Celle-ci réalisa de nouveaux progrès, et manifesta des tendances encore plus libérales, notamment vers l'assimilation pure et simple du droit de traduction au droit sur l'original avec délai d'usage de dix ans. Il n'est pas téméraire de penser que lorsqu'une prochaine conférence se réunira, cette assimilation pure et simple sera reconnue pleinement et proclamée par tous.

A la Conférence de Paris, en 1896, c'est grâce à l'appui des représentants de l'empire d'Allemagne qu'une partie de ces progrès, réclamés par les délégations belge et française, put être réalisée.

Aujourd'hui, la Convention de Berne unit quinze nations :

Allemagne (y compris les territoires de protectorat).

Belgique.

Danemark.

Espagne, et colonies.

France, avec l'Algérie et ses colonies.

Grande-Bretagne, avec ses colonies et possessions.

Haïti.

Italie.

Japon.

Luxembourg.

Monaco.

Norvège.

Suède.

Suisse.

Tunisie.

Les auteurs, ou leurs ayants cause, ressortissant à l'un des pays membres de l'Union, pour leurs œuvres non publiées, ou publiées pour la première fois dans l'un de ces pays ;

Les auteurs, ou leurs ayants cause, ne ressortissant pas à l'un de ces pays, pour leurs œuvres qu'ils ont fait ou font publier pour la première fois dans un de ces pays,

Jouissent du minimum de protection suivant, aux termes des articles 2 et 3 révisés de la Convention :

A. Ils peuvent revendiquer tous les droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux (Art. 2, 3 et 4).

Cette protection est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine et ne doit pas excé-

der la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine (1).

B. En toute hypothèse, il leur est accordé un *minimum* de protection quant aux droits suivants (2) :

a) *Traductions* (art. 5-6). — Les auteurs ou leurs ayants cause jouissent du droit exclusif de traduction, pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, à la condition de publier sur le territoire de l'Union une traduction dans la langue pour laquelle la protection est réclamée, dans les dix années de la publication de l'œuvre originale.

b) *Les articles de journaux ou de recueils périodiques* (art. 7) — autres que les articles de discussion politique, nouvelles du jour, et faits divers — sont protégés en original et traduction.

Cette protection — sauf en ce qui concerne les romans-feuilletons et nouvelles — est subordonnée à une mention de réserve.

c) *La représentation publique des œuvres dramatiques et dramatico-musicales*, est protégée dans la limite de la protection assurée aux nationaux (art 9).

d) *L'exécution publique des œuvres musicales* (art. 9, al. 3) est interdite moyennant mention de réserve, sur le titre ou en tête de l'ouvrage.

e) *Les adaptations musicales* (art. 10) sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites.

Les tribunaux peuvent exiger un certificat délivré par l'autorité compétente constatant l'accomplissement des formalités dans le pays d'origine (art. 11).

La Convention d'union de Berne « n'affecte en rien le maintien des Conventions alors existantes entre les pays contractants, en tant que ces Conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'elles renferment d'autres stipulations qui ne sont pas contraires à cette Convention. » [Article additionnel.]

Le nombre des traités particuliers diminua considérablement depuis la fondation de l'Union, (3) et le Gouvernement belge jugea inutile le maintien des Conventions conclues avec :

la France, le 31 octobre 1881, dénoncée pour le 1^{er} février 1892 ;

(1) Si un des pays signataires de l'Union consacre dans sa législation interne une protection de durée plus considérable que celle du pays d'origine, le bénéfice de cette protection n'est donc assuré aux co-contractants que dans les limites de la protection dans ce dernier pays. C'est la même règle que celle de l'article 58 de la loi belge. Il semble peu probable que cette restriction vienne à disparaître, mais des efforts seront vraisemblablement poursuivis en vue de déterminer dans la Convention une durée minima et uniforme de protection, soit par exemple, 50 années; et pour amener ainsi l'amélioration et l'unification des législations internes.

Le délai *post mortem* est actuellement de 50 ans en Allemagne (exception en ce qui concerne les œuvres d'art figuratif, voir ci-après), en Autriche, au Japon, Suède, Suisse. Le délai, basé sur la date de publication, aux États-Unis et Grande-Bretagne, est soumis à des règles assez compliquées : il est en général de 42 ans pour les œuvres littéraires.

(2) Ce résumé indique les termes généraux des dispositions de la Convention de Berne, révisée par l'acte additionnel de Paris et la déclaration interprétative du 4 mai 1896. Il est à noter cependant que certains membres de l'Union n'ont point adhéré à ces deux actes complémentaires.

(3) Voir *Conventions et traités sur la propriété littéraire et artistique*. Berne. Bureau de l'Union internationale littéraire et artistique, 1904, pp. 117 et 118.

l'Italie, le 24 novembre 1859, dénoncée pour le 4 juillet 1889 ;

la Suisse, le 23 avril 1867, dénoncée pour le 7 mai 1890.

D'autre part, le traité conclu entre la Belgique et la Grande-Bretagne (12 août 1854) cessa ses effets en Angleterre, par suite de l'ordonnance du 28 novembre 1887 ; et disparut après un échange de notes entre les deux gouvernements.

Notre pays se trouve encore engagé aujourd'hui dans des liens contractuels vis-à-vis de pays unionistes, par :

la Convention avec l'Allemagne, du 12 décembre 1883, que le présent traité est destiné à remplacer, et par :

la Convention conclue avec l'Espagne, 26 juin 1880.

En outre, et en dehors de ces traités avec des pays unionistes, (1) nous pouvons revendiquer le bénéfice de droits conventionnels vis-à-vis de

1° les Pays-Bas, 30 août 1858 (Convention) ;

2° le Portugal, 11 octobre 1866 (Convention) ;

3° les États-Unis d'Amérique, proclamation du président du 1^{er} juillet 1891 ;

4° le Mexique, 7 juin 1895 (déclaration).

Il y a lieu de citer également l'accession de la Belgique à la Convention de Montevideo, réglant les rapports de la Belgique avec la République Argentine (1903) et le Paraguay (1903)(2).

* * *

Lors de la conférence de revision de Paris, en 1896, la délégation allemande signala les difficultés et complications résultant de la combinaison de la Convention de Berne avec les traités préexistants. Elle suggéra qu'il serait utile que les divers gouvernements de l'Union procèdent à une revision à cet égard et que le résultat de cet examen fût constaté par un acte spécial. « Suivant les cas, proposait-elle, telle convention ancienne sera mise à néant d'un commun accord ou dénoncée ; telle autre sera remplacée par une convention plus simple, n'indiquant que les clauses qui conservent leur utilité en présence de l'Union ».

Un vœu formulé en ce sens fut adopté à l'unanimité par la Conférence.

Dans l'esprit de celle-ci, ce travail de revision devait être accompli avant la Conférence de Berlin. Il devait fournir à celle-ci l'indication des concessions particulières consenties de pays à pays et élevant le minimum de la Convention de Berne.

(2) Le traité d'extradition, conclu le 20 décembre 1898 avec l'État indépendant du Congo, a été cité à tort comme constituant, dans son article 2, 17°, une convention se rattachant à la présente matière. Il range au nombre des crimes et délits, donnant lieu à extradition, le délit de l'article 25 de la loi du 22 mars 1886. Aucune loi positive ne protège en ce moment la propriété artistique et littéraire au Congo. La Convention de Berne prévoit le droit pour tout État unioniste de faire bénéficier ses colonies ou pays de protectorat, du régime de protection, par une simple déclaration d'adhésion.

(3) Publication du Ministère des Affaires étrangères, concernant l'adhésion de la Belgique à la Convention de Montevideo (17 septembre 1903). Décret du Président de la République Argentine, acceptant l'adhésion de la Belgique (1^{er} juin 1903) ; décret du Président de la République du Paraguay, acceptant l'adhésion de la Belgique (22 juin 1903).

Le Gouvernement allemand a tenu à accomplir le programme dont ses délégués avait pris l'initiative.

Il avait conclu une série de traités avec la Belgique, la France et l'Italie, qui pouvaient être considérés comme dépourvus d'utilité dans un très grand nombre de leurs dispositions en présence des règles, pour la plupart et dans leur ensemble presque aussi favorables, de la Convention de Berne. En même temps donc qu'il poursuivait leur dénonciation, il proposait à la France, à l'Italie et à la Belgique de substituer aux textes anciens des dispositions nouvelles qui — l'article 2 de la convention actuellement soumise au Parlement belge le caractérise heureusement — *complètent* les stipulations de la Convention de Berne (1).

Il est permis donc de trouver dans le texte de ces conventions émanant de l'initiative du Gouvernement allemand, à la veille de la prochaine conférence de révision, qui se réunira à Berlin, l'indication de nouveaux efforts en vue du relèvement du minimum actuel de protection consenti par tous les signataires de l'acte de Berne.

L'Allemagne a négocié sur les mêmes bases :

1° Avec la France le 8 avril 1907 (2);

2° Avec l'Italie, le 9 novembre 1907 (3);

3° Enfin, avec la Belgique.

*
* *

Avant d'entrer dans l'examen détaillé des articles de la Convention, indiquons d'une façon générale les droits et obligations consacrés ou assumés par chacun des co-contractants.

1. — *Obligations contractées par la Belgique vis-à-vis de l'Allemagne.*

La Convention ne paraît rien ajouter aux droits dont les auteurs allemands jouissaient déjà en Belgique, par application du traité antérieur du 12 dé-

(1) DARBACH. *Der deutsche-französische litterar-vertrag*. Berlin 1885, p. 74.

E. RÜTHLISBERGER. *Les traités littéraires particuliers entre pays unionistes*. (*Bull. de l'ass. art. et litt. intern.* 1900, p. 155).

(2) Traité signé à Paris le 8 avril 1907, transmis au Reichstag le 3 mai 1907, par S. Exc. le Chancelier de l'Empire, avec un exposé des motifs (*Denkschrift*, n° 392; Reichstag, 12^e législ., 1^{re} session 1907) adopté le 11 mai; publié le 10 août dans le *Reichsgesetzblatt*, n° 55.

Transmis au Parlement français : Exposé des motifs n° 956, 21 mai; rapports de M. Couyba, n° 984, et de M. Veber, 30 mai 1907, n° 1440; rapport par M. le sénateur Millaud, Sénat, n° 255; loi du 12 juillet (*Journal officiel*, 14 juillet).

Échange des ratifications le 31 juillet 1907. Entrée en vigueur, 31 août 1907; décret de mise en vigueur, 3 septembre 1907.

(3) Adopté par le Reichstag le 16 janvier 1908 (5^e lecture).

Échange des ratifications le 23 février 1908. *Reichsgesetzblatt*, 1908; n° 15, du 21 mars 1908; décret royal du 22 mars 1908, publié dans la *Gazzetta Ufficiale*, n° 71, du 25 mars 1908. Entrée en vigueur, le même jour.

Le texte de la Convention est celui en langue française.

cembre 1883, de la Convention de Berne et de l'article 38 de notre loi nationale.

Ils étaient, ainsi que nous l'avons dit, assimilés à nos nationaux.

Nos tribunaux n'ont pas hésité à leur accorder des droits, sans même rechercher si ces droits étaient ou non protégés par la législation interne (1).

Il n'est pas douteux que la Convention proposée à la ratification du Parlement belge laissera subsister tout d'abord la Convention d'union de Berne : La Belgique se trouvera désormais engagée vis-à-vis de l'Allemagne et par sa signature au pied du traité d'Union, et par une signature confirmative, peut on dire, sanctionnant le présent traité.

Ce traité est, en effet, destiné à compléter la protection garantie par la Convention de Berne révisée, et ceci par des dispositions plus libérales que celles renfermées dans cette Convention. Les Belges qui auront à respecter les droits des auteurs allemands et des œuvres d'origine allemande auront donc à recourir, — le traité de 1907 les y engage, — pour la connaissance de ces droits, à la Convention de Berne révisée et aux dispositions complémentaires du traité.

Mais il se peut que le traitement national accordé aux étrangers par l'article 38 de la loi belge soit plus large encore, sur certains points, que ces arrangements conventionnels. Pour le moment, nous ne trouvons, il est vrai, qu'un seul point où il en soit ainsi : L'article 14 de la loi belge permet la reproduction, de journal à journal, des articles non pourvus de la mention de réserve, à condition d'en indiquer la source ; cette disposition est plus libérale que l'article 7 révisé de la Convention de Berne, en ce sens que la reproduction de tous les articles, autres que ceux mentionnés, donc de tous les articles parus dans les revues et recueils périodiques, est interdite : l'auteur d'un article de discussion politique peut en défendre la reproduction par une mention spéciale ; enfin, même pour les articles politiques non munis de la mention, la reproduction ne peut avoir lieu que moyennant indication de la source (cp. les discours de M. de Borchgrave à la Conférence de Paris, Actes, p. 136 à 138).

La solution plus large, adoptée par la loi belge, profitera aux auteurs allemands, par surcroît et en dehors de l'accord conclu en 1907, si l'on interprète, comme il y a lieu, pensons-nous, de le faire, les dispositions de la Convention de Berne, comme ne comportant qu'un minimum de protection v. « Droit d'auteur », 1899, p. 87). Il résulte, en effet, de toutes les déclarations des auteurs de la Convention de Berne qu'elle « n'exclut pas » une protection plus étendue, que « rien ne s'oppose » à l'accorder, que les États unionistes « peuvent » ou « pourraient » aller plus loin, que « rien ne les empêche » d'agir ainsi, mais que, au moins, quant à la durée de protection, « la Convention ne leur impose pas et ne saurait leur imposer l'obligation d'agir ainsi ». (Renault.)

(1) Cfr. tribunal civil de Bruxelles, 28 novembre 1906. *Droit d'auteur*, 1907, p. 50. Voir loi allemande du 10 janvier 1876.

La loi de 1907 protège, en Allemagne, les œuvres photographiques, dans des termes tels qu'aucune contestation ne serait plus possible aujourd'hui.

La Convention de Berne est une convention de protection, rien que de protection — et non modificative par voie de restriction, des dispositions plus favorables. Il faut, à cet égard, appliquer aux législations internes ce qu'écrivait M. Poincard à propos des traités antérieurs :

« Les auteurs ou autres protégés dans l'Union pourront toujours invoquer celle des dispositions existantes qui leur est la plus favorable, qu'elle appartienne à un traité particulier ou à la Convention de 1886. Cette situation est conforme à l'esprit de la Convention nettement marqué dans ce sens, d'abord par les travaux préparatoires des conférences de Berne. Il a été dit formellement, en effet, que le traité d'union représentant un minimum, toute disposition plus favorable, soit dans les lois intérieures, soit dans les traités séparés, doit prévaloir dans l'intérêt des personnes protégées. Par contre, le traité de 1886 rend caduques, pour la durée de son application, toutes les prescriptions moins favorables que les siennes propres ; cela est vrai, même dans les cas où il en résulte pour l'auteur étranger unioniste, un traitement plus avantageux que celui dont jouit l'étranger non unioniste, en vertu d'un traité particulier, ou le national lui-même, en vertu de la loi intérieure » (1).

C'est ce qu'a reconnu notamment le Tribunal civil d'Anvers, le 24 mai 1898 (*Pas.* 1898 III 121) dans un jugement confirmé par la Cour d'appel de Bruxelles.

La protection du droit d'auteur est assurée en Allemagne jusqu'à trente ans après la mort de l'auteur, et en tous cas, au moins jusqu'à dix ans après la première publication de l'œuvre. (Art. 29 à 33 de la loi du 19 juin 1901).

Cette protection s'étend aux œuvres des arts figuratifs, et parmi celles-ci sont compris : les produits et les esquisses de l'art industriel et les œuvres et les esquisses d'œuvres de l'architecture créés dans un but artistique. (Loi du 9 janvier 1907, art. 1-2-25).

Cependant s'il s'agit d'œuvres de photographie ou exécutées par un procédé analogue, la protection prend fin à l'expiration de dix ans, à partir de la publication de l'œuvre, ou si la publication a lieu après le décès de l'auteur, à l'expiration de la dixième année à partir de ce délai. (Art. 26-27). Ces délais courent à partir de la fin de l'année, au cours de laquelle a eu lieu la publication de l'œuvre ou de sa dernière livraison. (Art. 28-29).

Mais, aux termes de l'article 38 de la loi belge, si les droits accordés aux étrangers viennent à expirer plus tôt dans leur pays, ils cesseront au même moment en Belgique.

Les auteurs allemands ne peuvent donc réclamer la protection de la loi belge au delà de respectivement trente ou dix années, termes fixés par la loi allemande.

II. — *Obligations contractées par l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique.*

Les droits des Belges se trouvaient jusqu'à ce jour garantis en Allemagne par :

(1) POINCARD, p. 531.

1° le traité du 12 décembre 1883 que dénonce la présente convention ;
2° la Convention d'Union de Berne.

Il importe de signaler les modifications qui sont apportées au régime actuel.

La Convention de 1883 protégeait : 1° les auteurs d'œuvres littéraires, artistiques, musicales ou dramatico-musicales, publiées ou non, en Allemagne ou en Belgique (art. 1^{er}).

2° Les éditeurs de ces œuvres, publiées en Allemagne ou en Belgique, quelle que soit la nationalité de l'auteur (art. 2).

La Convention ne tenait donc pas compte par son article 1^{er} de l'élément de nationalité belge comme d'une source de droits (1).

L'article 16 de la Convention assurait à la Belgique, mais sous condition de réciprocité, tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'Allemagne à une autre puissance.

L'Allemagne ayant conclu ultérieurement (15 janvier 1892) avec les États-Unis d'Amérique une convention concernant la garantie réciproque des droits des auteurs, au profit des *citoyens* des États d'Amérique, on a soutenu que les *Belges* jouissent actuellement dans l'Empire de la protection du droit d'auteur la même base légale appliqué aux sujets allemands.

On en a conclu, sous l'empire de la loi allemande du 11 juin 1870, qui reposait sur le principe de l'indigénat et protégeait les ouvrages d'auteurs nationaux, même parus à l'étranger (art. 11), que les ouvrages d'auteurs *belges* imprimés à l'étranger seraient désormais protégés, quel que soit l'endroit de la publication. Une œuvre d'auteur belge, éditée aux Pays-Bas ou en Russie, aurait donc joui de la protection, par la combinaison de la clause de l'article 16 et du traité de 1892.

Supposons cependant qu'aux termes du traité de 1883 et du traité germano-américain, la protection fût accordée à l'auteur ressortissant de la nation co-contractante, pour toutes les œuvres publiées et non publiées, *quel que fût le lieu de la publication*.

Le présent traité n'accorde la protection — conformément au principe de la Convention d'union — que pour les œuvres publiées sur le territoire de l'un des deux pays signataires, peu importe la nationalité des auteurs.

Nous nous pourrions plus en ce cas nous réclamer de la disposition ancienne. Mais aussi sera rétablie l'harmonie dans la protection.

Cette règle n'est point de nature à déplaire aux éditeurs belges puisqu'elle constitue une incontestable prime à leur profit. Il suffit à un auteur appartenant à un pays n'ayant point de convention avec l'Allemagne, de publier son œuvre en Belgique pour jouir de la protection en Allemagne. Elle laisse, en Allemagne, sans protection, au moins sans celle de la présente convention — ceux qui confient leurs œuvres à des presses étrangères aux deux pays (2).

(1) Voir réponse du Gouvernement à la Section centrale chargée de l'examen de la Conven-

(2) Aux termes de la *présente Convention* disons-nous, car l'auteur pourra, s'il publie l'œuvre dans un *autre* pays unioniste se réclamer des dispositions de la Convention de Berne.

En ce qui concerne les œuvres non publiées, inédites, les auteurs ressortissant à un pays unioniste — donc la Belgique ou l'Allemagne — continueront à être protégés, mais également par application et dans les limites de la Convention de Berne.

La protection assurée par la Convention nouvelle pourrait donc paraître moins étendue, puisqu'elle ne s'appliquerait plus aux belges ayant publié leur œuvre en dehors de la Belgique ou de l'Allemagne, et puisqu'elle ne leur attribuerait plus la plénitude des droits des nationaux Allemands, mais bien les droits énumérés dans la Convention de Berne avec les compléments que contient le traité.

Mais cette constatation est d'intérêt théorique. Elle ne pourrait, en ce qui concerne le premier point, amener une diminution effective de droits que dans l'hypothèse d'œuvres publiées par des Belges, hors du territoire de l'Union, et en ce qui concerne le second, que si la législation interne allemande, révisée d'après les principes de la Convention de Berne, ne nous était pas applicable en vertu de l'article 2 de cette convention.

La législation allemande est constituée par :

La loi du 19 juin 1901, sur les œuvres littéraires et musicales (1).

La loi du 19 juin 1901, concernant le droit d'édition (2).

La loi du 9 janvier 1907 concernant le droit d'auteur sur les œuvres des arts figuratifs et de photographie (3).

EXAMEN DES ARTICLES.

Comme commentaire général de la convention, on peut reprendre cette analyse de la convention germano-française :

« Le nouveau traité se compose de huit articles, dont cinq renferment des règles de droit positif, les trois autres se rapportant à la nature, à la mise en vigueur et à la durée de l'arrangement. Tout d'abord, il est clairement établi que ce dernier se substitue au traité de 1883, lequel est déclaré entièrement abrogé ; c'est donc la seconde alternative prévue dans le rapport de M. L. Renault, sur les travaux de la Conférence de Paris, qui a été adoptée : le remplacement d'une convention entre pays unionistes par une convention plus simple n'indiquant que les clauses qui conservent leur utilité en présence de l'Union. Mais là ne s'est pas borné le travail des négociateurs ; ils ont rédigé des stipulations nouvelles, appelées à compléter celles de la Convention de Berne ou, en d'autres termes, à consacrer des solutions plus libérales que les dispositions de celle-ci » (4).

C'est ce principe qui doit dominer l'interprétation et fixer le sens des articles du traité.

(1) Traduction. *Droit d'auteur*, 1901, p. 85.

(2) *Ibid.*, 1901, p. 97.

tion du 12 décembre 1885. Session 1883-1884, document n° 177.

(3) *Droit d'auteur*, 1907, p. 105.

(4) *Droit d'auteur*, 1906, p. 66.

On pourra aussi tenir compte, pour rechercher l'intention de ses rédacteurs, de ce qu'il n'est que la reproduction textuelle de la Convention germano-française négociée et signée à Paris. Or, la Commission spéciale réunie à Paris, en octobre 1906, n'a jamais discuté que sur un texte français, et la rédaction définitive à laquelle elle a abouti a passé *ne varietur* dans la Convention.

ART. 2 § 1^{er}.

Les mots « publiés pour la première fois sur le territoire de l'une des deux parties contractantes » demandent à être précisés.

Lors de la conférence de Paris, les délégations allemande et française signalèrent l'intérêt qu'il y avait à décider « si une œuvre devra être considérée comme non publiée, jusqu'au moment où des exemplaires en paraissent en librairie ou dans le commerce d'objets d'art, ou bien s'il faudra également voir une publication dans le fait que l'auteur a mis son œuvre à la portée du public par d'autres moyens, par exemple par la représentation, la lecture, la récitation, ou s'il s'agit d'œuvres d'art, par l'exposition en public » (2).

La délégation française émit l'avis qu'« en ce qui concerne les œuvres littéraires, ce qui constitue pour elle la publication, dans un pays déterminé, c'est le fait d'y avoir été éditées, d'y avoir été directement mises en vente par quelqu'un qui prend la charge et la responsabilité de la publication. Le fait de l'impression dans ce pays s'y joindra le plus souvent mais pas nécessairement. » Elle concluait de même que pour l'œuvre dramatique, musicale ou dramatico-musicale, la représentation ou l'exécution publique ne doit pas plus constituer la publication que, pour une œuvre littéraire, la simple lecture faite en public, que le fait de l'exposition d'une œuvre d'art ne peut être considéré comme une publication (3).

La majorité des pays représentés s'étant ralliée à cette interprétation de la délégation française (4), une déclaration séparée et interprétative, signée notamment par les plénipotentiaires de l'Allemagne et de la Belgique, mentionna que « par œuvres *publiées*, il faut entendre les œuvres éditées dans un des pays de l'Union. En conséquence, la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art, ne constituent pas une publication dans le sens des actes précités. »

Mais le texte allemand porte ici « *veröffentlicht worden* » (tandis que nous trouvons dans l'article 3 le terme « *erscheinen* »).

(2) Mémoire présenté par la délégation allemande. — Actes de la Conférence réunie à Paris (Annexe IV).

(3) Mémoire présenté par la délégation française sur l'interprétation à donner au mot publication. Actes. Annexe V, p. 191.

(4) Le professeur Birkmeyer avait déjà signalé cette différence d'emploi des termes en ce qui concerne la Convention de Berne. « *Veröffentlichen für unsern nationalen Urheberrechtsverkehr etwas ganz anderes bedeutet als für den internationalen.* » (*Die Reform des Urheberrechts*.) Munich, 1900, p. 7.)

Or, l'exposé des motifs de la loi allemande de 1901, fixe à cet égard la terminologie juridique. « La distinction entre l'édition (*Erscheinen*) d'une œuvre et sa publication (*Veröffentlichung*) a une importance particulière dit-il. Par *Erscheinen*, le projet n'entend partout que l'édition par la voie du commerce de la librairie; en d'autres mots : l'offre publique d'exemplaires reproduits. En revanche, l'expression *Veröffentlichung* est employée pour désigner tous les actes par lesquels l'œuvre est rendue publique, donc, outre l'édition, aussi la représentation, l'exécution ou la production orale. »

Le terme *veröffentlicht* est donc pris avec une portée toute différente dans le texte traduit de la Convention de Berne. (Unter «*veröffentlichten*» Werken sind solche zu verstehen, welche in einem Verbandslande *herausgegeben* sind), et dans la loi interne de 1901 (1).

Nous croyons qu'il ne faut pas hésiter à préférer l'interprétation de la déclaration expresse des plénipotentiaires de 1896, au commentaire de l'exposé des motifs de la loi de 1901, et que l'on peut conclure que les mots « œuvres publiées » sont évidemment employés dans ce traité, qui a pour objet de compléter les stipulations de la Convention de Berne, avec le même sens qui leur a été donné lors de la déclaration de Paris, du 4 mai 1896 (art. 2 et 3).

En résumé, et dès lors, abstraction faite de la protection pouvant dériver des clauses de la Convention de Berne et de celles des dispositions internes dont le bénéfice serait acquis aux étrangers(2), il paraît certain que le bénéfice du traité ne pourra être réclaté pour une œuvre littéraire ou musicale, que si elle a été éditée, pour une œuvre artistique, que si elle a été reproduite sur le territoire de l'un des deux pays contractants et qu'il ne pourrait suffire à l'auteur de se réclamer de la nationalité belge, ou d'une audition exécution ou exposition sur territoire belge ou allemand.

*
* *

La durée de la protection assurée par la législation interne allemande s'étend trente années *post mortem*, en ce qui concerne les œuvres littéraires, artistiques et musicales.

Elle comprend une période unique de dix ans, en ce qui concerne les œuvres photographiques.

La durée uniforme de protection reconnue par la loi belge s'étend cinquante ans *post mortem*, et s'applique à toutes les manifestations du droit de l'auteur. Elle ne distingue pas notamment entre le droit de publication et celui de traduction.

Lorsque l'article 2, § 1, de la Convention du 16 octobre 1907, déclare que « les auteurs des œuvres publiées pour la première fois sur le territoire de

(1) Cfr. *Droit d'auteur*, 1901, p. 27.

(2) En Belgique, toutes les œuvres d'auteurs étrangers, publiées ou non publiées, sont protégées. La question n'offre donc d'intérêt que pour les droits des Belges en dehors des termes de la Convention (de Berne art. 2).

l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, pendant toute la durée de leur droit sur l'œuvre originale, du droit exclusif de traduire leurs ouvrages ou d'en permettre la traduction » est-il permis de conclure que les auteurs d'œuvres publiées pour la première fois en Belgique, jouiront du droit de traduction exclusif jusqu'à l'expiration de la cinquantième année *post mortem* ? Le texte paraît donner raison à cette interprétation, sans même distinguer si la traduction de cette œuvre est publiée en Allemagne ou en Belgique

Une controverse sérieuse a surgi à ce sujet (1) :

Une communication officielle adressée à la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (n° 121 du 26 mai 1907), et le commentaire de M. le sénateur Millaud, dans son rapport au Sénat français, repoussent cette interprétation par trop extensive des droits accordés à l'auteur, interprétation qui ne peut invoquer que l'argument d'un texte, d'ailleurs assez ambigu (2).

Il semble hors de discussion, que l'opinion formulée par les commentateurs, et que nous venons de citer, doit être admise, surtout si l'on se base sur cette considération que la Convention paraît avoir eu uniquement en vue de réaliser, dans les rapports conventionnels, l'amélioration que les délégués allemands, français et belges avaient tenté de faire prévaloir lors de la revision de Paris en 1896, à savoir l'assimilation complète du droit de traduction à celui de reproduction ; de faire disparaître la clause n'accordant l'exclusivité que pendant une période de dix années. (Art. 5 de la Convention d'union de 1886).

Mais rien ne permet d'aller au delà et de conclure que la Convention destinée à compléter les stipulations de l'Union ait entendu abroger l'article 2, alinéa 2, qui établit comme base du pacte l'assimilation complète des étrangers aux nationaux.

La durée du droit sur l'œuvre originale est donc celle de la protection de l'œuvre belge, non en vertu de la loi belge, mais de la Convention de Berne, laquelle renvoie à son tour à la législation interne allemande — soit trente années.

En décider autrement aboutirait à admettre, sans autre élément qu'un texte sujet à ambiguïté, contrairement à l'interprétation du même texte dans un Parlement voisin, que le Gouvernement allemand aurait accordé aux éditions belges un délai de protection supérieur à celui accordé à ses nationaux, et aux éditions allemandes en Belgique. (Loi belge, art. 38.)

Ce serait admettre que la Convention actuelle aurait modifié toute l'économie du traité de Berne actuel en attribuant à la traduction une durée de protection supérieure à celle sur l'œuvre originale ; en maintenant un

(1) Voir *Kölnische Zeitung*, numéro du 6 mai 1907 ; *Börsenblatt*, n° 109 du 13 mai (*Die Nebensetzung französischer Werke in Deutschland*) Contra *Börsenblatt*, n° 120 du 27 mai.

(2) Voir *Etude générale sur le nouveau traité littéraire franco-allemand* du 8 avril 1907. — *Droit d'auteur*, 1907, p. 125.

droit considéré comme secondaire lorsque le droit principal est expiré ; en faisant dépendre la durée tantôt de celle du pays d'origine, tantôt de celle du pays d'introduction !

Si la stipulation n'entraîne pas tous les bénéfices que certains espéraient pouvoir en retirer par l'interprétation qu'ils tentaient, elle constitue cependant un progrès considérable et par le principe qu'elle consacre et propose en exemple aux autres nations, et par cette autre conséquence : de ce que le droit exclusif de traduction se prolonge sans condition au delà du terme de dix années, seul consacré de façon absolue par la Convention de Berne (art. 5 révisé), il s'en suit que le droit de représentation publique subsistera pendant toute la durée de ce droit exclusif de traduction. L'article 9 de la Convention assimile, en effet, à la traduction, la représentation des traductions des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales. Cette conséquence n'est pas moins importante.

ART. 2, § 2.

Aux termes de l'art. 9 de la Convention de Berne, les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union sont assimilés aux nationaux, en ce qui concerne la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, publiées ou non ; ils sont de même protégés relativement à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées, ou de celles qui sont publiées moyennant une mention de réserve.

La dénonciation du traité belgo-allemand du 12 décembre 1883, aurait en l'absence de la présente clause, qu'il était donc indispensable d'introduire, obligé les auteurs d'œuvres de musique, publiées en Belgique, à une mention de réserve pour la conservation de leurs droits, alors que la loi allemande de 1901 a supprimé cette formalité (1).

L'art. 2, alinéa premier, maintient donc pour l'avenir la situation antérieure telle qu'elle existait à notre profit depuis 1901. Nous examinerons plus loin le régime des œuvres musicales publiées sans mention de réserve avant 1901.

ART. 3.

L'article 5 de la Convention consacre un avantage appréciable pour les auteurs d'œuvres publiées en Belgique.

Il fera notamment revivre le droit exclusif de traduction sur toutes les œuvres publiées en Belgique avant le 6 mai 1892 (date de l'entrée en vigueur du traité germano-américain) et dont l'auteur n'est pas mort depuis plus de trente années.

Il restait à régler le régime des traductions qui seraient démontrées avoir été publiées sans constituer des contrefaçons avant la présente Convention.

(1) Cfr. A. DARRAS, *Considérations sur le traité franco-allemand de 1907. Droit d'auteur*, 1907, p. 158.

Le texte allemand du traité contient les mots : « Erlaubterweise ganz oder zum Teil *erschienen* ».

En réalité, il ne peut s'agir que des traductions *légalement* éditées, parues avec autorisation *de la loi* ou de l'auteur. Le texte du traité germano-italien porte, en effet, en relation du même terme *erschienen*, la traduction française « licitement ».

Quelles peuvent être ces traductions qui bénéficient d'un bill d'indemnité ?

Sous l'empire du traité de 1885 (art. 10), l'auteur ne conservait le droit de traduction sur son œuvre pendant dix ans qu'à la condition d'user de ce droit dans le délai de trois années à compter de la publication de l'œuvre ; la Convention de Berne a supprimé cette condition et maintenu le terme de dix années (art. 5).

Nombre de traductions ont été licitement publiées après ce délai de trois ou dix ans.

A partir du 6 mai 1892, date à laquelle les Belges ont joui du bénéfice de la loi interne par assimilation aux nationaux, les traductions licites bien que non autorisées par l'auteur, disparaissent.

Toutes les œuvres qui auront paru en Allemagne ou en Belgique, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, sont, sans exception, admises à bénéficier de la nouvelle réglementation.

« Restent réservés les droits acquis par l'auteur d'une traduction qui aura été publiée en totalité ou en partie, ayant cette mise en vigueur, d'une façon permise ; cet auteur pourra reproduire, répandre et faire *représenter* sa traduction ; cette dernière prérogative qui était contestée a été établie formellement. L'auteur de l'œuvre originale rentre donc dans la plénitude de ses droits si aucune traduction semblable n'a paru jusqu'à la date signalée, et cela vis-à-vis de toute tierce personne. Mais il voit se dresser devant lui le droit de l'auteur d'une traduction tolérée antérieurement et qui reste intangible » (1).

Cette constatation démontre l'urgence de l'échange des ratifications du traité.

*
* * *

Il importe de préciser encore la portée de l'article 5 dans son alinéa final. Il ne peut, évidemment, autoriser des exécutions qui auraient été considérées comme des actes de contrefaçon sous le régime antérieur.

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une œuvre musicale, qui ne serait pas protégée en Allemagne contre une exécution publique, à défaut d'interdiction expresse. Cette condition n'étant pas exigée en Belgique, le droit de l'auteur est resté jusqu'ici intact dans notre pays, par application des articles 16 et 38 de la loi belge. Il continuera d'en être ainsi, et des exécutants, munis de partitions et de morceaux de musique, publiés dans l'un des deux pays et ne portant pas de mention d'interdiction, ne pourraient invoquer désormais l'article 5 de la Convention pour prétendre à des droits d'exécution. La Con-

(1) *Droit d'auteur*, 1907, p. 126.

vention a pour but de protéger, de mieux assurer le droit des auteurs. Elle relève un minimum ; elle ne porte point atteinte à des droits déjà concédés ni ne crée un droit à la contrefaçon.

L'article 3, dans sa partie finale, n'a pas une portée différente du début de l'article.

L'exposé des motifs, soumis au Reichstag, l'indique d'ailleurs clairement.

« Ce principe sera exécutoire rétroactivement à la date de la mise en vigueur de la convention. Ici encore l'auteur rentrera après coup (*nachträglich*, comme dit la *Denkschrift*) en possession de ses droits primordiaux, mais sous la restriction suivante : l'exécution d'une œuvre musicale publiée, non pourvue auparavant de la mention de réserve, continuera d'être libre et soustraite au contrôle de l'auteur si les exécutants se servent dans ce but de partitions et notes ne portant pas cette mention « et dont ils sont en mesure de prouver (*nachgewiesenermassen*) qu'elles étaient en leur possession avant l'entrée en vigueur du nouveau traité » (v. *Denkschrift*, p. 6). Cette constatation de possession, qui représente une seconde condition à remplir par eux, comporte un progrès sur la législation allemande (article 61 de la loi de 1901). Comme le dit fort bien M. le sénateur Millaud dans son rapport, « les mesures transitoires organisées par l'article 3 afin de ne pas troubler brusquement les exécutants possesseurs de bonne foi ont été prévues avec le souci de ne pas faciliter la fraude ; elles imposent aux exécutants la charge d'établir qu'ils sont en droit d'invoquer l'exception dont ils entendent bénéficier » (1).

*
* *

Que faut-il entendre par « partitions ou morceaux de musique » ?

Le texte allemand dit *Partituren oder Nottenblätter* (littéralement : feuilles de musique, notes), alors que le texte français renferme les expressions « partitions ou morceaux de musique », ce dernier terme répondant à l'allemand *Musikstücke* ; il est, cependant, manifeste qu'on a voulu viser par ces derniers termes tout le « matériel de musique » qui est indispensable pour organiser l'exécution publique (v. la disposition analogue de l'art. 61 de la loi allemande de 1901 et la traduction du *Droit d'auteur*, 1901, p. 89)(2).

En toute hypothèse, ces termes sont inapplicables aux disques, planches, cylindres, bandes et autres parties semblables d'instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique.

Bien que l'article 22 de la loi allemande du 19 juin 1901 déclare licite la transcription d'une œuvre musicale éditée sur ces disques, etc. (1), on ne pourrait donc, en aucun cas, invoquer cette autorisation légale pour conclure à un droit d'exécution publique à l'aide de pareil matériel.

(1) *Droit d'auteur*, 1907, p. 126.

(2) *Ibid.*, 1907, p. 126 (note).

(3) Sauf le cas où les parties interchangeables s'adaptent « à des instruments par lesquels l'œuvre peut être reproduite au point de vue de la force et de la durée des sons et au point de vue de la mesure, de manière à équivaloir à une exécution personnelle (même article 22, *in fine*).

En admettant d'ailleurs — et la question sera vraisemblablement soulevée à la prochaine Conférence de revision de Berlin — que la Convention de Berne, par son protocole de clôture art. 3, ait porté atteinte aux droits des auteurs et aux législations internes plus favorables, encore cette atteinte est-elle limitée au fait de fabrication et de vente, l'exécution publique reste interdite aux termes des art. 2 et 4 de cette convention, 1 et 58 de la loi belge, 11 et 22 de la loi allemande, et la présente convention n'innove en rien à cet égard relativement à la convention d'Union (1).

ART. 6.

Les *photographies* ont trouvé, à l'article 6, une mention à part ; le nouveau traité contient à leur égard le texte du n° 1 du Protocole de clôture révisé à la Conférence de Paris (Acte additionnel, art. 2).

C'est donc le traitement national tel quel qui est assuré aux photographies des deux pays pendant la durée moindre de protection (10 ans).

Les photographies participeront formellement aux conséquences qu'aura l'application de la clause de la nation la plus favorisée aux œuvres de littérature et d'art (art. 5), ce qui, dans ce domaine, peut comporter de réels avantages.

La protection des photographies dans le nouveau traité équivaut à une satisfaction donnée aux revendications légitimes des photographes et prépare l'admission de ces œuvres parmi celles énumérées dans l'article 4 de la Convention (2).

*
* *

La Section centrale attire l'attention bienveillante du Gouvernement sur l'utilité d'assurer les droits de nos nationaux, vis-à-vis des pays qui ne sont point engagés vis-à-vis de la Belgique dans les liens d'un traité et n'ont point adhéré jusqu'ici à la Convention de Berne.

Les intéressés ont notamment réclamé cette intervention, en ce qui concerne nos relations avec la Roumanie, la Russie, l'Autriche et surtout les Pays-Bas.

En ce qui concerne le premier de ces pays, son adhésion à la Convention paraît prochaine. Le Parlement roumain a été saisi d'un projet de réforme de la législation interne dans le sens le plus libéral, déposé le 14 mars 1907

(1) « Attendu qu'on ne saurait méconnaître que l'industrie des instruments de musique mécaniques, et en particulier celle des phonographes et de leurs accessoires, a pris un développement inattendu, qui appelle l'attention des gouvernements ; qu'il semble peu équitable que les auteurs ne puissent, *hormis le cas d'exécution publique*, retirer aucun profit de la reproduction de leurs œuvres, qui, dans certaines conditions, peut leur être préjudiciable ; mais qu'il faut décider que les auteurs sont sans droit, aussi longtemps que la Convention de Berne n'a pas été modifiée ou dénoncée » (Cour de Bruxelles, 29 décembre 1905. Cfr Just. paix Laeken, 5 juillet 1906, *Bulletin soc. auteurs et compositeurs*, n° 58, p. 117.

(2) *Droit d'auteur*, 1907, p. 124.

par M. Dissescu, ministre de l'instruction publique, et d'une proposition d'adhésion à l'Union internationale (1).

Mais dès à présent, aux termes de l'article 11 de la loi sur la presse du 1/13 avril 1862, tous les droits assurés aux nationaux sont garantis dans un régime de réciprocité absolu et de plein droit aux Belges (2).

En ce qui concerne la Russie, ici encore le Gouvernement a saisi, le 30 décembre 1898, le Conseil d'État d'un projet nouveau, retenu en seconde lecture après examen des commissions spéciales et consultation des associations compétentes (3). Mais la législation existante, pas plus que le projet nouveau, ne protège les étrangers pour leurs œuvres éditées hors du territoire russe.

Aussi le Gouvernement de la République Française fit-il insérer dans le traité de commerce avec ce pays (16-29 novembre 1903), une disposition constatant que « le Gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à entrer en négociations dans le délai de trois années au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des droits d'auteur, pour les œuvres littéraires, artistiques et photographiques (4). »

Répondant à une interpellation de M. Couyba, lors de la discussion au Sénat du budget des affaires étrangères, M. le ministre Pichon annonça que les négociations se poursuivaient. (Séance du 24 décembre 1907.)

Le délai imposé par le traité du 16-29 novembre 1903 (mis en vigueur le 1^{er} mars 1906), étant aux deux tiers expiré, il serait peut-être en ce moment, utile d'ouvrir des négociations avec le Gouvernement Impérial, en vue d'assurer à nos nationaux le bénéfice d'un régime identique à celui qui sera attribué aux écrivains et artistes français, et à la même époque.

La Belgique a traité le 18/30 juillet 1862, dans des termes analogues à ceux du traité franco-russe de 1861. Ce traité a été dénoncé, par la Russie, le 9/21 décembre 1883 (5).

En ce qui concerne l'Autriche, la situation de nos nationaux a été signalée déjà dans la question posée par l'honorable M. Devigne, le 30 janvier 1906 à M. le Ministre des Affaires étrangères.

Depuis lors, la loi autrichienne du 26 février 1907 autorise le Ministre de la Justice à accorder le bénéfice de la loi nationale, à titre de réciprocité.

(1) Voir texte du projet de la Commission gouvernementale. *Droit d'auteur*, 1907, p. 5, et le remarquable rapport de M. Tr. DJUVARA, *Aderarea Romaniei la conventiunea din Berna*. Bucarest, 1907.

(2) Cf. Arrêt de Cassation roumaine du 5 juillet 1906. *Droit d'auteur*, 1906, p. 118 et 130. Étude conforme. *Droit d'auteur*, 1908, p. 16. J. T. GURCA, *La propriété littéraire et artistique en Roumanie*, Bucarest 1906, A. NICOLAU. *L'état actuel de la propriété, art. et littér.*, en Roumanie, Bucarest, 1906.

(3) *La législation russe sur les droits d'auteur* (Revue de droit international et de la législation comparée, 1903); *Étude sur la réforme législative en matière de droit d'auteur*. (*Droit d'auteur*, 1907, p. 94).

(4) *Journal officiel*, 25 février 1906; *Revue de droit international privé et de droit pénal*, 1906, p. 413. A. DARRAS, *Droit d'auteur*, 1908, P. 54.

(5) Voir CLUNET, 1885, p. 458; 1888, p. 788; *Droit d'auteur*, 1888, p. 122.

Il suffirait donc d'une simple ordonnance, pour assurer à nos nationaux une compensation du traitement tout à fait désintéressé que les auteurs autrichiens ont rencontré jusqu'ici en Belgique.

Nous signalons que les sujets danois (ordonnance du 18 juillet 1907) et américains (septembre 1907), ont bénéficié déjà de pareille ordonnance. (*Droit d'auteur*, 1907, p. 106 et 148, 1908, p. 9.)

Voici enfin la situation relative aux Pays-Bas.

Nos voisins du Nord se firent représenter aux Conférences de Berne de 1884 et 1885 et leur délégué signa le projet de convention arrêté, mais aucune sanction ne fut donnée à cette démarche et la question a fait et fait encore l'objet de vives discussions en Hollande. En 1898 fut fondée la *Berner Conventie bond*, composée d'artistes, d'écrivains, de juriconsultes, d'éditeurs, en vue de préparer l'adhésion des Pays-Bas à l'Union. Les gens de lettres et la Société des éditeurs hollandais sont acquis à cette cause.

Une grande partie de la presse réclame la cessation du « Willekeurig geroofd » tandis que la majorité de l'Association des libraires continue à être hostile au principe de l'adhésion, tout au moins en ce qu'elle mettrait fin à la liberté des traductions (1).

L'adhésion des Pays-Bas à la Convention de Berne peut donc ne pas se trouver acquise dans un avenir rapproché, et dès lors, la conclusion de traités particuliers s'impose comme la solution la plus sûre et la plus pratique.

Une Convention du 30 juin 1858 (loi du 14 mars 1859) a été conclue entre la Belgique et les Pays-Bas, mais seulement « pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres scientifiques et littéraires ».

Et l'article 1^{er} contient cette restriction, particulièrement grave pour nos auteurs d'expression française (2) :

« De la protection du droit de propriété ou d'auteur, stipulée par le présent article, est excepté le droit exclusif de traduction que les lois actuelles ou futures de l'un ou l'autre pays pourraient être censées réserver à l'auteur. »

L'article 12 de la Convention déclare, il est vrai, que, si le Gouvernement des Pays-Bas accordait à une autre puissance, en matière de propriété littéraire ou artistique, des droits quelconques plus étendus, les auteurs ou artistes belges acquerront, par ce fait même, les mêmes droits.

Les Pays-Bas ont conclu, le 27 avril 1860, un « arrangement supplémentaire » et ont signé, le 19 avril 1884, une déclaration avec la France (3).

(1) *Internationale moraal*. — *Algemeen Handelsblad* (Nieuwe Amsterdamsche Courant 21 février 1907.

(2) La langue flamande et la langue hollandaise sont considérées, quant à l'application de la Convention, comme ne formant qu'une seule et même langue. « La reproduction en langue flamande d'un ouvrage publié en langue hollandaise et la reproduction en langue hollandaise d'un ouvrage publié en langue flamande, seront considérées comme contrefaçon ». (Art. 5 *in fine*.)

(3) *Conventions et traités sur la propriété artistique et littéraire*. Bureau international de Berne, p. 299.

Aux termes de celle-ci, la Convention antérieure du 29 mars 1855 est étendue aux œuvres musicales, et par le fait la Belgique est autorisée à revendiquer le même bénéfice de protection.

Ces diverses conventions se bornent à interdire l'impression ou la réimpression dans la langue d'origine et réservent formellement la liberté de la traduction. On a soutenu que la loi hollandaise de 1881 ayant étendu le droit interne en matière d'exécutions musicales et de représentations dramatiques, nous étions fondés à invoquer le même bénéfice par application du régime national, qui nous était assuré comme base de la Convention de 1858. Mais la doctrine et la jurisprudence hollandaise se refusent à admettre cette thèse et prétendent que la Convention de 1858 est limitative, ne vise que les droits d'auteurs par les modes d'exploitation reconnus à cette époque, c'est-à-dire contre le « *Her- of nadruk* », et que l'extension prévue est celle des garanties plus larges et des améliorations de procédure en ce domaine (1).

Cette situation est déplorable, et n'a cessé de faire l'objet des plaintes des auteurs et des éditeurs des divers pays. Nos voisins du Nord peuvent s'approprier légalement mais illicitement toute la littérature étrangère; nos œuvres musicales et dramatiques sont transportées au théâtre, dans les concerts, au plus grand profit des exploitants, avec pleine liberté de dénaturer l'œuvre. Faut-il rappeler l'exécution d'*Herbergprinses*, en 1897, avec une orchestration toute différente de celle de Jan Blockx, fournie par un musicien d'occasion, d'après une partition réduite pour piano, et cette « exécution » complétée par la mutilation du libretto de Nestor de Tière.

Le moment paraît bien choisi, où les meilleurs esprits poursuivent une alliance plus intime d'intérêts avec nos voisins du Nord pour obtenir du Gouvernement des Pays-Bas, à tout le moins une déclaration rompant avec la jurisprudence que nous venons d'indiquer, et assimilant expressément en matière d'exécutions et de représentations les auteurs belges aux auteurs hollandais (2).

*
* *
*

La Section centrale, qui fut jadis chargée de l'examen de la convention du 12 décembre 1885, qui va disparaître, abrogée par la convention nouvelle, après s'être livrée à l'examen comparatif des divers traités conclus en cette matière, constatait que : « En cette matière, les nations civilisées sont arrivées à admettre, sur la plupart des questions, des principes uniformes, et l'établissement d'une législation unique, appelée à les régir toutes, serait aujourd'hui une œuvre relativement facile. Des efforts faits dans ce but depuis quelque temps déjà, ont amené des réunions internationales offi-

(1) A.-A. DE PINTO, *Weekblad van het recht*, 1890.

Correctionnel Amsterdam, 5 mai 1905, confirmé par la Cour le 28 juin 1905. Conforme avis de M. Van Valkenburg.

(2) Voyez sur la question, les rapports et études de M. ERN. VANDEVELD au Cerele belge de la librairie et de l'imprimerie. Congrès de l'association art. et litt., Liège 1905, des éditeurs, Milan 1906.

cieuses, dont les travaux hâteront la solution. La Section centrale ne peut qu'applaudir à ces efforts, et les tendances depuis longtemps manifestées par le Gouvernement belge ne laissent pas de doute qu'il apporterait avec empressement son concours à une conférence officielle, qui formulerait le Code international de la propriété littéraire et artistique, sous réserve de l'approbation de la législature des divers États. »

Ce Code international, dont la section centrale souhaitait la promulgation, existe aujourd'hui. Notre pays a pris une part considérable à son élaboration et aux travaux de la revision de Paris.

Aujourd'hui que les pays signataires de pacte de Berne se trouvent convoqués, à l'invitation du Gouvernement allemand, en vue d'une nouvelle revision, nous ne pouvons que nous féliciter de l'alliance résultant par le fait de la signature ces trois conventions germano-belge, germano-française et germano-italienne, qui affirment l'intention des signataires de relever, autant que les circonstances le permettront, le niveau minimum de protection à accorder.

Puisse cette œuvre se compléter par l'entrée de nouveaux adhérents dans l'Union et hâter le jour où le « *Code international des droits d'auteurs* » sera assez parfait pour rendre inutiles les conventions de pays à pays.

La Section centrale a l'honneur, Messieurs, de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

BEERNAERT.



(1)
(N^o 153.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 APRIL 1908.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Overeenkomst, den 16ⁿ October 1907 tusschen België en Duitschland gesloten te Brussel voor de bescherming van letterkundige werken en van kunstgewrochten (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER P. WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De bescherming van het auteursrecht is in België bepaald bij de wet van 22 Maart 1886.

Deze twintig jaar oude wet geldt nog steeds voor de meest volmaakte op dat gebied; zij diende tot toon- en voorbeeld bij de hervormingen van het meerendeel der wetten in het buitenland.

Behalve wat betreft den duur van de bescherming verleend aan kunstenaars en letterkundigen (3), verleent de Belgische wet het maximum van rechten, op dit gebied toegekend, en met reden gaat zij door voor de mildste en de ruimste van alle.

Overziet men de wenschen en desiderata der verschillende congressen die zich inlieten met de wetgeving op de verstandelijke rechten, alsmede het jongste verslag van de Commissie der *Société d'Études législatives*, over de hervormingen toe te brengen aan de wetgeving op den eigendom van letterkundige werken en kunstgewrochten (4), dan stelt men tot eer van ons

(1) Wetsontwerp, n^o 119.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Beernaert, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Destrée, IJmans en Wauwermans.

(3) Spanje en Columbia verlengen den duur van het recht tot na verloop van 80 jaar na het overlijden van den auteur. In Guatemala, Mexico, Nicaragua en Venezuela duurt het recht eeuwig voort.

(4) A. VAUNOIS, verslaggever, *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1908. Rousseau, uitgever, Parijs. Over den eeuwigen duur besliste de Commissie als volgt :

« III. Er bestaat geene reden om den tegenwoordigen duur van het auteursrecht nog te verlengen. Evenmin is er reden om de eene of andere heffing te vergen voor het exploiteeren van de letter- en kunstgewrochten na de vijftig jaar die den erfgenamen worden gewaarborgd. »

land vast, dat al die wenschen en desiderata vooraf werden gehuldigd door onze Belgische wet.

« De Belgische wet », zegde de heer Rothlisberger, secretaris van het internationaal bureel te Bern, op het Congres te Vevey in 1901, « verwezenlijkt reeds den vooruitgang, voorzien door de Berner Overeenkomst, en zelfs dien welke werd gevraagd door de ideale Conventie (1) ».

Het genot van deze wet wordt niet voorbehouden aan onze landgenooten alleen en ook niet afhankelijk gemaakt van de voorwaarde van eene uitgave, bekendmaking, of eerste uitvoering op Belgisch grondgebied, noch van om 't even welke voorwaarden of formaliteiten. De Belgische wetgever dacht zelfs niet eens dat hij, in herinnering aan den ouden stelregel « *Peregrinus quasi hostis* », goed zou doen, aan het eerbiedigen van dien eigendom eene voorwaarde te stellen van wettelijke of overeengekomen wederkeerigheid.

Wat men daartegen ook mocht inbrengen, de wetgever van 1886 — naar het voorbeeld gegeven door het Fransch decreet van 28 Maart 1852, tot dan toe eenig gebleven — erkende dat « het auteursrecht geene opvatting is van de eigen wet van ieder land... »; dat « al de wetgevingen op min of meer redematige wijze een natuurlijk en vooraf bestaande recht erkennen en bekrachtigen »; dat « zoo men weigert de bescherming van dat recht te verleen en aan de vreemdelingen, men blijk geeft van het inzicht, te hunnen opzichte onrechtvaardig te zijn » (2).

Uit dit beginsel, bekrachtigd door artikel 38 van onze Belgische wet en tot hiertoe slechts aangenomen in Frankrijk, in het Groothertogdom Luxemburg en in Egypte, volgt dat België vooraf aan de vreemdelingen het meeste recht heeft geschonken, dat hun kon worden toegestaan. Dus is het voor ons land van het hoogste belang, nog meer pogingen te doen om aan onze landgenooten in den vreemde, of aan hen die hunne werken laten verschijnen bij Belgische uitgevers, voordeelen en de ruimst mogelijke bescherming te verschaffen door middel van bijzondere verdragen of internationale overeenkomsten. Elke toegeving is een onbetwistbaar en billijk voordeel, vrij van alle nieuwe lasten voor ons.

Derhalve kan men zich enkel verheugen over de pogingen van de Regeering om de internationale bescherming uit te breiden door bijzondere overeenkomsten of verbonden tusschen landen die verlangen een minimum van bescherming te geven aan rechten die tot het domein van de gansche menschheid behooren.

Verdragen en overeenkomsten, door België gesloten tot bescherming van den eigendom van letter- en kunstgewrochten.

Om ten volle de strekking te beseffen van de overeenkomst die aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers wordt onderworpen, dient men zich de beginselen der Berner Conventie te herinneren en de verdragen aan te halen,

(1) *Bulletin de l'Association artistique et littéraire internationale*, n^o 14, 1901, blz. 77.

(2) *Verslag der Middenafdeeling*, n^o 191, 9 Juli 1885, blz. 92.

vroeger door België gesloten ter bescherming van den eigendom van kunst- en lettergewrochten, die nog van kracht zijn.

De aanhangige overeenkomst, trouwens, vervangt het vroegere verdrag door een Verdrag dat de Berner Conventie bevestigt, aanvult en als 't ware daarvan eene verbeterde en vermeerderde uitgave uitmaakt, ten bijzonderen gebruike van de Duitsch-Belgische betrekkingen (1).

Anderdeels worden, in zake van internationale verdragen, door het beding van *meest begunstigde natie*, de lasten van de nieuwe overeenkomst verder uitgestrekt dan tot de betrekkingen tusschen de twee verdrag-sluitende landen.

*
* *

Het opmaken van een « Internationaal Wetboek voor den verstandelijken eigendom », het instellen van een Verbond om de beschaafde volkeren te doen samenwerken tot bescherming van de zedelijke en stoffelijke rechten der schrijvers en kunstenaars, werd langen tijd beschouwd als een hersenschimmig ontwerp, als eene niet te verwezenlijken poging, die schipbreuk

(1) Het schijnt dat een boekhandelaar uit Leiden, met name Luzac, de eerste was die op het denkbeeld kwam, een verbond onder de volkeren te stichten tot bescherming van de rechten der boekhandelaars.

Sedert de scheiding hadden de Staten in de Vereenigde Provinciën de plaats van den Vorst ingenomen. Daaruit volgde, dat ieder boek, gedrukt in eene provincie, in de naburige provincie werd beschouwd als zijnde gedrukt in een vreemd land; de aldus toegelaten mededinging ware doodend geweest, hadden de boekhandelaars, bij onderlinge overeenkomst, de gebreken van deze wetgeving niet verholpen. Zij riepen in 't leven het *recht van voorkeur* » voor hem die de eerste, door middel der dagbladen, had kennis gegeven van zijn inzicht om » een werk uit te geven, opnieuw te drukken of te doen vertalen. Het algemeen misprijzen van » de vakgenooten, het weigeren van medewerking of aanmoediging dienden tot teugel aan hen » die zich niet wilden onderwerpen aan de costumen op dat gebied. »

Luzac wilde dit stelsel uitbreiden van land tot land. In 1748 zond hij in dien zin eene memorie aan het Congres van gevolmachtigden die het Congres van Aken uitmaakten. De verdrag-sluitende Mogendheden zouden zich verbinden om niet te gedoogen dat in hare Staten werken uitgegeven werden, nagedrukt uit een der landen van de Unie. Dergelijke voorstellen werden toegelicht op den Landdag van Frankfort voor de Staten van Duitschland (BODEL NYENHOUS, *Dissertatio historica juridica de juribus bibliopolarum*, 1819. — *De la propriété littéraire et de la contrefaçon*, Brussel, 1829.)

Dit ontwerp ging toen door voor een droombeeld of liever een te schoonen droom.

De schrijvers van de *Encyclopédie méthodique, par une société de gens de lettres, de savants et artistes*, zegden in 1785: « Welk edict men ook uitvaardige, nooit kan men er in slagen den nadruk volkomen te beletten, ten ware alle vorsten elkander verstonden om hem uit te roeien: en inderdaad, hoe kunnen wij beletten dat de persen in Nederland, Zwitserland, Engeland zich meester maken van een in Frankrijk vervaardigd werk? »

» Schrijver noch boekhandelaar kunnen er zich tegen verzetten, dat die schuimers zich verrijken met den eigendom van anderen! Gelukkig nog zoo zij het niet verknoeien en niet tevens den letterkundige een deel van zijnen roem en van zijn fortuin ontrooven! Doch het bijzonder belang van ieder land zal zich steeds verzetten tegen dergelijke verstandhouding. Drukkerijen en papierfabrieken winnen te veel bij dezen roof om zich ooit te laten in toom houden door hen die er belang bij hebben ze te beschermen. »

moest lijden tegen de geldelijke belangen van uitgevers, onvoldoende bewust van hun eigenlijk belang.

't Was te Rome, den 23ⁿ Mei 1882, tijdens het IV^e Congres ingericht door de Internationale Vereeniging voor kunst en letterkunde, dat het ontwerp den weg der practische verwezenlijking opging, ten gevolge van het besluit, namens de Duitsche uitgevers voorgesteld door den heer Paul Schmidt. Op de uitgebrachte stemming zou eerlang volgen eene Conferentie, door dezelfde Vereeniging belegd te Bern (10-15 September 1883), die het ontwerp van overeenkomst in tien artikelen opstelde. Reeds den 3ⁿ December daaropvolgende, ondersteunde de Zwitsersche Bondsraad bij de Regeeringen van al de landen de vraag van de Internationale Letterkundige Vereeniging en stelde haar voor, het initiatief te nemen tot eene diplomatische Conferentie, die zou onderzoeken « de gemeenschappelijke bepalingen die konden aangenomen worden gezien den staat van de inlandsche wetgeving of van het internationaal recht. »

Op de drie conferentiën, vergaderd te Bern in 1884, 1885 en 1886, volgde tien jaar later (1896) eene conferentie te Parijs.

Deze verwezenlijkte opnieuw vooruitgang en gaf blijk van nog breeder opgevatte strekkingen, namelijk tot eenvoudige gelijkstelling van het recht van vertaling met het recht op het oorspronkelijke, met het gebruikelijk tijdsverloop van tien jaar. 't Is geene vermetelheid, te hopen dat bij eene aanstaande conferentie deze eenvoudige gelijkstelling volkomen door allen erkend en uitgeroepen zal worden.

Ter Parijzer Conferentie, in 1896, was het dank zij den steun der vertegenwoordigers van het Duitsche Rijk dat een deel van dien vooruitgang, gevraagd door de Belgische en Fransche afgevaardigden, kon verwezenlijkt worden.

Thans zijn vijftien landen bij de Berner Conventie aangesloten :

Duitschland (met de protectoraten).

België.

Denemarken.

Spanje en zijne koloniën.

Frankrijk met Algerië en zijne koloniën.

Groot-Brittannië met zijne koloniën en bezittingen.

Haïti.

Italië.

Japan.

Luxemburg.

Monaco.

Noorwegen.

Tunis.

Zweden.

Zwitserland.

De auteurs of hunne rechtverkrijgenden, behoorende tot een der landen die leden zijn van het Verbond, voor hunne niet uitgegeven of voor de eerste maal in een van deze landen uitgegeven werken;

De schrijvers of hunne rechtverkrijgenden die niet behooren tot een van deze landen, voor hunne werken die zij voor de eerste maal deden of doen uitgeven in een van deze landen,

Genieten, krachtens de herziene artikelen 2 en 3 der Overeenkomst, het minimum van bescherming :

A. Zij kunnen aanspraak maken op al de rechten die de wederzijdsche wetten thans toestaan of zullen toestaan aan de landgenooten (art. 2, 3 en 4).

Deze bescherming is ondergeschikt aan het vervullen van de voorwaarden en formaliteiten, voorgeschreven door de wetgeving van het land van herkomst, en moet niet verder gaan dan de duur van de bescherming toegestaan in gemeld land van herkomst (1).

B. In iedere onderstelling wordt hun een *minimum* van bescherming verleend voor de volgende rechten (2) :

a) *Vertalingen* (art. 5-6). — De schrijvers of hunne rechtverkrijgenden hebben het uitsluitend recht van vertaling, zoolang hunne rechten op het oorspronkelijk werk voortduren, mits zij binnen het grondgebied van het Verbond eene vertaling uitgeven in de taal waarvoor de bescherming wordt gevraagd, binnen tien jaar na de uitgave van het oorspronkelijk werk.

b) *Artikelen in dagbladen of in tijdschriften* (art. 7) — andere dan die over politieke aangelegenheden, dagelijksch nieuws en nieuwstijdingen — worden beschermd in de oorspronkelijke taal en in de vertaling.

Deze bescherming — behalve wat betreft de romans-feuilletons en nieuwstijdingen — is ondergeschikt aan eene vermelding van voorbehoud.

c) *De openbare vertooning van tooneelwerken en dramatisch-muzikale werken* wordt beschermd binnen de grenzen waarin de bescherming is verzekerd aan de landgenooten (art. 9).

d) *De openbare uitvoering van muzikale werken* (art. 9, lid 3) is verboden mits melding van voorbehoud op den titel of aan 't hoofd van het werk.

(1) Huldigt een der onderteekenende landen van het Verbond in zijne binnenlandsche wetgeving eene bescherming van langeren duur dan die in het land van herkomst, dan is dus het voordeel van deze bescherming enkel verzekerd aan de medeonderteekenaars binnen de grenzen van de bescherming in dit laatste land. Dat is dezelfde regel als die van artikel 58 der Belgische wet. Het komt weinig waarschijnlijk voor dat deze beperking zal verdwijnen, doch denkelijk zullen er pogingen worden voortgezet om in de Overeenkomst een gelijken minimumduur van bescherming te bepalen, bij voorbeeld 50 jaar, en om zodoende de verbetering van en de eenheid in de binnenlandsche wetten te bevorderen.

Het tijdsverloop na het overlijden bedraagt thans 50 jaar in Duitschland (uitgezonderd wat betreft de werken van beeldende kunst, zie verder), in Oostenrijk, Japan, Zweden, Zwitserland. Het tijdsverloop, steunende op den datum van uitgave, is in de Vereenigde Staten en in Groot-Brittannië onderworpen aan tamelijk ingewikkelde regelen : doorgaans bedraagt het 42 jaar voor letterkundige werken.

(2) Deze opsomming duidt de algemeene bewoordingen aan van de bepalingen der Berner Conventie, herzien door de bijkomende akte van Parijs en de uitleggende verklaring van 4 Mei 1896. Nochtans valt er op te merken dat sommige leden van het Verbond niet toetraden tot deze twee aanvullende akten.

e) *De muzikale omwerkingen* (art. 10) zijn inzonderheid begrepen onder den ongeoorloofden nadruk.

De rechtbanken kunnen eischen dat door de bevoegde overheid een getuigschrift wordt afgeleverd waarbij wordt vastgesteld dat de formaliteiten in het land van herkomst zijn vervuld (art. 11).

De Berner Verbonds-Conventie « heeft geen invloed hoegenaamd op de handhaving van de toen van kracht zijnde Overeenkomsten onder de verdragsluitende landen, voor zooveel deze Overeenkomsten aan de schrijvers of hunne rechtverkrijgenden meer uitgestrekte rechten toekennen dan die welke worden verleend door het Verbond, of andere bepalingen behelzen, niet in strijd met deze Overeenkomst. » (Toegevoegd artikel.)

Het aantal bijzondere verdragen verminderde aanzienlijk sedert de stichting van het Verbond (1) en de Belgische Regeering achtte het nutteloos de Overeenkomsten te handhaven, die waren gesloten met :

Frankrijk, op 31 October 1881, opgezegd tegen 1 Februari 1892 ;

Italië, op 24 November 1889, opgezegd tegen 4 Juli 1889 ;

Zwitserland, op 25 April 1867, opgezegd tegen 7 Mei 1890.

Anderdeels is het verdrag, gesloten tusschen België en Groot-Brittannië (12 Augustus 1854), in Engeland niet langer van kracht, ten gevolge van de ordonnantie van 28 November 1887 ; het werd ingetrokken na eene wisseling van nota's tusschen beide Regeeringen.

Ons land is thans nog verbonden ten opzichte van landen van het Verbond door :

De Overeenkomst met Duitschland, van 12 December 1883, die wordt vervangen door het aanhangig verdrag ;

De Overeenkomst met Spanje, gesloten op 26 Juni 1880.

Daarenboven, en behalve deze verdragen met de landen van het Verbond (2), kunnen wij het voordeel van overeenkomstelijke rechten invoeren tegenover :

1^o Nederland, 30 Augustus 1858 (Overeenkomst) ;

2^o Portugal, 11 October 1866 (Overeenkomst) ;

3^o De Vereenigde Staten van Amerika, proclamatie van den President, 1 Juli 1891 ;

4^o Mexico, 7 Juni 1893 (verklaring).

Insgelijks dient te worden vermeld het toetreden van België tot de Over-

(1) Zie *Conventions et traités sur la propriété littéraire et artistique*. Bern. Bureel van het Internationaal Letter- en Kunstverbond, 1904, blzz. 117 en 118.

(2) Het uitleveringsverdrag, den 20^{en} December 1898 gesloten met den Onafhankelijken Congostaat, werd ten onrechte aangehaald als zijnde, bij zijn artikel 2, 17^o, eene overeenkomst behorende tot dit gebied. Daardoor wordt het wanbedrijf, voorzien bij artikel 25 der wet van 22 Maart 1886, begrepen onder de misdaden en wanbedrijven die aanleiding geven tot uitlevering. In den Congo is thans de eigendom van letterkundige werken en van kunstwerken door geen enkele positieve wet beschermd. De Berner Conventie voorziet voor elken Staat van het Verbond het recht om door eene eenvoudige verklaring van toetreding, het stelsel van bescherming te doen gelden voor zijne koloniën of protectoraten.

eenkomst van Montevideo, tot regeling van de betrekkingen van België met de Argentijnsche Republiek (1903) en Paraguay (1903) (1).

*
* *

Tijdens de herzienings-conferentie te Parijs, in 1896, wees de Deutsche afvaardiging op de moeielijkheden en verwickelingen voortspruitende uit het samensmelten der Overeenkomst van Bern met de vroegere verdragen. Zij achtte het nuttig dat de verschillende Regeeringen van het Verbond dienaangaande eene herziening zouden bewerken en dat de uitkomst van dit onderzoek zou vastgesteld worden door eene afzonderlijke akte. « Volgens de gevallen, zoo stelde zij voor, zullen vroegere overeenkomsten in gemeen overleg vernietigd worden of opgezegd; andere zullen vervangen worden door eene eenvoudigere overeenkomst, enkel de bepalingen behelzende die nog nut opleveren nu het Verbond bestaat ».

In dien zin werd door de Conferentie een eenparige wensch geuit.

Naar de meening der Conferentie, moest dat herzieningswerk voltrokken zijn vóór de Conferentie van Berlijn. Het moest aan deze laatste doen kennen de bijzondere toegevingen, door de landen onderling toegestaan ter verhooging van het minimum der Overeenkomst van Bern.

De Deutsche Regeering stelde er prijs op, het programma uit te voeren dat was uitgegaan van hare afgevaardigden.

Zij had eene reeks verdragen gesloten met België, Frankrijk en Italië, die, voor vele dezer bepalingen, konden beschouwd worden als zijnde zonder nut gezien de regelen der Overeenkomst van Bern, die bijna alle en in hun geheel nagenoeg even gunstig zijn. Ter zelfder tijd dus als zij ijverde voor de opzegging dier verdragen, stelde zij aan Frankrijk, Italië en België voor, de vroegere teksten te vervangen door nieuwe schikkingen die de bepalingen der Overeenkomst van Bern *aanvullen*, — zooals artikel 2 der Overeenkomst, thans aan het Belgische Parlement onderworpen, het zoo goed doet uitschijnen (2).

In de bewoordingen dier overeenkomsten uitgaande van de Deutsche Regeering, kort vóór de aanstaande herzieningsconferentie welke te Berlijn zal vergaderen, mogen wij dus nieuwe pogingen te gemoet zien voor het uitbreiden van de thans bestaande minimum-bescherming, toegestaan door al de ondertekenaars der akte van Bern.

Duitschland onderhandelde naar dezelfde grondslagen :

1° Met Frankrijk, den 8ⁿ April 1907 (3);

(1) Bekendmaking van wege het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, betreffende de toetreding van België tot de Overeenkomst van Montevideo (17 September 1903). Decreet van den Voorzitter der Argentijnsche Republiek ter aanvaarding van de toetreding van België (1 Juni 1903); decreet van den Voorzitter der Republiek van Paraguay ter aanvaarding van de toetreding van België (22 Juni 1903).

(2) DAMBACH. *Der deutsche-französische litterar-vertrag*. Berlijn, 1885, bladz. 74.

E. RÖTHLISBERGER. *Les traités littéraires particuliers entre pays unionistes*. (*Bull. de l'ass. art. et litt. intern.*, 1900, bladz. 155).

(3) Verdrag, op 8 April 1907 te Parijs ondertekend, overgemaakt aan den Reichstag, op 5 Mei 1907, door Zijne Exc. den Kanselier van het Keizerrijk, met eene toelichting. (*Denkschrift*,

2^o Met Italië, den 9^o November 1907 (1);

3^o Ten slotte, met België.

* * *

Alvorens de artikelen der Overeenkomst omstandig te onderzoeken, willen wij de rechten en verplichtingen, door iedere der verdragsluitende partijen toegestaan of aangegaan, op algemeene wijze vermelden.

I. — *Verplichtingen aangegaan door België jegens Duitschland.*

De Overeenkomst schijnt niets toe te voegen aan de rechten welke de Deutsche auteurs reeds genoten in België krachtens het vroeger verdrag van 12 December 1883, de Overeenkomst van Bern en artikel 38 onzer Belgische wet.

Zooals wij het reeds zegden, waren zij gelijkgesteld met onze landgenooten.

Onze rechtbanken aarzelden niet, hun rechten toe te kennen, zonder zelfs na te gaan of die rechten al dan niet beschermd waren door de inlandsche wet (2).

't Valt niet te betwijfelen dat de Overeenkomst, aan de Belgische Kamers ter goedkeuring onderworpen, eerst en vooral de Verbonds-Overeenkomst van Bern zal staande houden : België zal voortaan jegens Duitschland verbonden zijn én door zijne handteekening onderaan het Verbonds-verdrag én door eene om zoo te spreken bekrachtigingshandteekening onderaan het aanhangig verdrag.

Dit verdrag is immers bestemd om de bescherming, door de herziene Overeenkomst van Bern gewaarborgd, *aan te vullen*, en wel door middel van bepalingen die ruimer zijn dan die van bedoelde Overeenkomst. De Belgen, die de rechten der Deutsche auteurs en der gewrochten van Duitschen oorsprong zullen moeten eerbiedigen, zullen dus, om die rechten te kennen,

n^o 392; Reichstag, 12^o wetg., 1^e zitting 1907), op 14 Mei aangenomen ; op 10 Augustus afgekondigd in het *Reichsgesetzblatt*, n^o 53.

Overgemaakt aan het Fransch Parlement : Toelichting, n^o 986, 21 Mei ; verslagen van den heer Couyba, n^o 984, en van den heer Veber, 30 Mei 1907, n^o 1440 ; verslag van den heer senator Millaud, Senaat, n^o 255 ; wet van 12 Juli (*Journal officiel*, 14 Juli.)

Uitwisseling der bekrachtigingen op 31 Juli 1907. In werking treden op 31 Augustus 1907 ; decreet tot in werking treden, 3 September 1907.

(1) Op 16 Januari 1908, door den Reichstag aangenomen (5^o lezing).

Uitwisseling der bekrachtigingen op 25 Februari 1908. *Reichsgesetzblatt*, 1908 ; n^o 13 van 21 Maart 1908 ; koninklijk decreet van 22 Maart 1908, afgekondigd in de *Gazetta Ufficiale*, n^o 74, van 25 Maart 1908. In werking treden op denzelfden dag.

De tekst der Overeenkomst is in de Fransche taal.

(2) Burgerlijke rechtbank van Brussel, 28 November 1906. *Droit d'auteur*, 1907, bladz. 50. Zie de Deutsche wet van 10 Januari 1876.

De wet van 1907 beschermt in Duitschland de photographische werken in zoodanige bewoordingen dat er heden geen betwisting hoegenaamd meer mogelijk zou zijn.

hunne toevlucht moeten nemen — zooals het verdrag van 1907 hen ertoe aanzet — tot de herziene Overeenkomst van Bern en tot de aanvullende bepalingen van het verdrag.

Het kan echter gebeuren dat het gelijkstellen van de vreemdelingen met de Belgen, toegestaan door artikel 58 der Belgische *wet*, op sommige punten nog ruimer is dan de bepalingen der *Overeenkomsten*. Vooralsnog kennen wij, wel is waar, maar één dergelijk geval : Artikel 14 der Belgische wet laat toe dat opstellen zonder melding van voorbehoud uit een dagblad overgedrukt in een ander worden mits de herkomst ervan wordt aangeduid; die bepaling is ruimer dan het herziene artikel 7 der Overeenkomst van Bern, in dezen zin, dat het overdrukken van *alle* opstellen, buiten de opgesomde, dus van alle opstellen in tijdschriften en periodieken verschenen, verboden is: de schrijver van een politiek artikel kan het overdrukken ervan verbieden door eene bijzondere melding; eindelijk, zelfs de politieke opstellen zonder die melding mogen maar overdrukt worden mits de herkomst ervan is opgegeven. (Zie de redevoeringen van den heer de Borchgrave ter Conferentie van Parijs, Oorkonden, bladz. 136 tot 138.)

De ruimere oplossing, door de Belgische wet aangenomen, zal ten goede komen aan de Duitse schrijvers, naasten buiten de Overeenkomst in 1907 gesloten, indien men, zooals het ook past, meenen wij, de bepalingen der Overeenkomst van Bern verstaat als behelzende slechts een minimum van bescherming (zie *Droit d'auteur*, 1899, bladz. 87). Het blijkt immers uit al de verklaringen van de onderteekenaars der Overeenkomst van Bern, dat deze « geen ruimere bescherming » uitsluit, dat « niets belet » die te verleenen, dat de verbonden Staten « mogen » of « zouden mogen » verder gaan, dat « niets hen belet » aldus te handelen, maar dat, ten minste voor den duur der bescherming, « de Overeenkomst hun de verplichting niet oplegt, noch kan opleggen om aldus te handelen ». (Renault.)

De Overeenkomst van Bern is eene Overeenkomst tot bescherming, louter tot bescherming — en niet tot beperking van de meer gunstige bepalingen. Dienaangaande moet men op de inlandsche wetten toepassen hetgeen de heer Poincard schreef naar aanleiding van de vroegere verdragen :

« De auteurs en andere door het Verbond beschermden kunnen onder de bestaande bepalingen altijd diegeene invoeren, welke hun het gunstigst is, zij behooren dan ook tot een bijzonder verdrag of tot de Overeenkomst van 1886. Die toestand strookt met den geest der Overeenkomst, in dien zin duidelijk gekenmerkt eerst en vooral door de voorbereidende werkzaamheden der Conferentie van Bern. Er werd immers stellig verklaard dat, vermits het Verbandsverdrag een minimum geeft, elke gunstigere bepaling, hetzij in de inlandsche wetten, hetzij in de afzonderlijke verdragen, moet gelden in het belang der beschermde personen. Daarentegen vervallen uit hoofde van het Verdrag van 1886, gedurende al den tijd dat dit verdrag van kracht is, al de bepalingen die minder gunstig zijn dan zijne eigene bepalingen; dat is waar, zelfs wanneer daardoor een auteur uit een ander toegetreden land meer voordeel geniet dan een uit een niet toegetreden land, krachtens een bij-

zonder verdrag, of een landgenoot zelf, krachtens de inlandsche wet (1). »

Dat erkende, onder andere, de Burgerlijke Rechtbank te Antwerpen, op 24 Mei 1898 (*Pas.*, 1898, III, 121), in een vonnis bekrachtigd door het Hof van Beroep te Brussel.

De bescherming van het auteursrecht is in Duitschland gewaarborgd gedurende dertig jaar te rekenen van het afsterven van den schrijver en, in elk geval, ten minste gedurende tien jaar te rekenen van de eerste bekendmaking van het werk. (Art. 29 tot 53 der wet van 19 Juni 1901.)

Die bescherming strekt zich uit tot de gewrochten der beeldende kunsten, waaronder zijn begrepen : de voortbrengselen en de schetsen der kunstnijverheid, alsmede de voortbrengselen en schetsen van gewrochten van bouwkunde, met een kunstdoel vervaardigd. (Wet van 9 Januari 1907, art. 1-2-23.)

Betreft het echter lichtbeelden of gewrochten naar eene soortgelijke werkwijze uitgevoerd, dan eindigt de bescherming na verloop van tien jaar te rekenen van het gemeen maken van het gewrocht, of, indien het na het overlijden van den auteur werd gemeen gemaakt, na verloop van het tiende jaar. (Art. 26-27.) Die termijnen gaan in na afloop van het jaar gedurende hetwelk het gewrocht of dezes laatste aflevering is verschenen. (Art. 28-29.)

Naar luid echter van artikel 58 der Belgische wet, indien de rechten aan de vreemdelingen verleend vroeger vervallen in hun land, dan vervallen zij ook op dat oogenblik in België.

De Deutsche auteurs kunnen dus de bescherming der Belgische wet niet langer inroepen dan gedurende dertig of tien jaar zooals de Deutsche wet bepaalt.

II. — *Verplichtingen, door Duitschland aangegaan jegens België.*

De rechten der Belgen waren tot nog toe in Duitschland gewaarborgd door :

1° Het verdrag van 12 December 1883, opgezegd bij de aanhangige Overeenkomst;

2° De Verbonds-Overeenkomst van Bern.

Het is noodig te wijzen op de veranderingen, die in het huidige stelsel werden gebracht.

De Overeenkomst van 1883 beschermde : 1° De auteurs van gewrochten op gebied van letterkunde, kunst, toonkunde of lyrische tooneelkunde, al of niet in Duitschland of in België uitgegeven (art. 1);

2° De uitgevers van die gewrochten, in Duitschland of in België gemeen gemaakt, om 't even tot welk land de auteur ervan behoorde (art. 2).

Artikel 1 der Overeenkomst zag dus de Belgische nationaliteit niet aan als eene bron van rechten (2).

(1) POINSARD, bladz. 531.

(2) Zie het antwoord der Regeering aan de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Overeenkomst van 12 December 1885. Zittingsjaar 1885-84, stuk n° 177.

Artikel 16 der Overeenkomst kende aan België toe, doch mits wederkeerigheid, elk grooter voordeel of voorrecht dat door Duitschland later zou toegekend worden aan eene andere mogendheid.

Daar Duitschland later (15 Januari 1892) met de Vereenigde Staten van Amerika eene overeenkomst sloot betreffende het onderling waarborgen der auteursrechten, ten behoeve van de *burgers* der Amerikaansche Staten, heeft men beweerd dat de *Belgen* thans in het Keizerrijk, voor de bescherming van het auteursrecht, dezelfde wettelijke voordeelen genieten als de Duitsche ingezetenen.

Daaruit besloot men, onder het beheer der Duitsche wet van 11 Juni 1870, die steunde op het beginsel van het inboorlingschap en de gewrochten van inlandsche auteurs beschermde, ook die in het buitenland verschenen (art. 11), dat de werken van *Belgische* schrijvers, in den vreemde gedrukt, voortaan zouden beschermd zijn, om 't even waar ze zijn uitgegeven. Het werk van een Belgisch auteur, in Nederland of in Rusland uitgegeven, zou dus bescherming genieten hebbens krachtens de bepaling van artikel 16 en het verdrag van 1892.

Onderstellen wij nochtans dat, luidens het verdrag van 1883 en het Duitsch-Amerikaansch verdrag, de bescherming verleend mocht zijn aan den auteur behorende tot de verdragsluitende natie, voor alle uitgegeven en niet uitgegeven werken, *om 't even waar die uitgave geschiedt*.

Het aanhangig verdrag verleent bescherming — krachtens het beginsel der Verbonds-Overeenkomst — enkel voor de werken uitgegeven binnen het grondgebied van een der twee landen die het Verdrag onderteekenden, om 't even tot welk land de auteurs behooren.

Wij zullen in dat geval de vroegere bepaling niet meer kunnen inroepen. Doch zoo zal ook de harmonie in de bescherming worden hersteld.

Die stelregel kan voorwaar onze Belgische uitgevers niet onaangenaam zijn, vermits hij voor hen onbetwistbaar voordeel oplevert. 't Is voldoende voor een schrijver uit een land dat geen overeenkomst met Duitschland sloot, zijn werk in België uit te geven om in Duitschland bescherming te genieten. Die regel verleent in Duitschland geen bescherming, ten minste niet die der aanhangige Overeenkomst — aan hen die hunne werken in druk geven elders dan in een der beide landen (1).

Wat de niet uitgegeven werken betreft, de auteurs behorende tot een aangesloten land — dus tot België of tot Duitschland — zullen beschermd blijven, doch insgelijks bij toepassing en binnen de grenzen der Overeenkomst van Bern.

De bescherming, door de nieuwe Overeenkomst gewaarborgd, zou dus minder uitgebreid kunnen schijnen, vermits zij niet meer toepasselijk zou zijn op de Belgen die hun werk buiten België of Duitschland uitgeven, en vermits zij hun niet meer de volle rechten der Duitsche onderdanen zou

(1) Wij schrijven : niet die der *aanhangige Overeenkomst*, want de auteur zal, indien hij zijn werk uitgeeft in een *ander* aangesloten land, de bepalingen der Overeenkomst van Bern kunnen inroepen.

toekennen, maar wel de rechten opgesomd in de Overeenkomst van Bern met de aanvullingen die voorkomen in het verdrag.

Dat levert echter een louter theoretisch belang op. Het zou, voor het eerste punt, slechts eene wezenlijke vermindering van rechten veroorzaken, ingeval Belgen werken zouden uitgeven buiten het gebied van het Verbond, en, voor het tweede punt, enkel ingeval de inlandsche Duitsche wet, herzien volgens de beginselen der Overeenkomst van Bern, op ons niet toepasselijk zou zijn krachtens artikel 2 dier Overeenkomst.

De Duitsche wetgeving behelst :

De wet van 19 Juni 1901 op de letter- en toonkundige werken (1);

De wet van 19 Juni 1901 betreffende het uitgeversrecht (2);

De wet van 9 Januari 1907 betreffende het auteursrecht op de werken der beeldende kunsten en op de lichtbeelden (3).

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Ter algemeene opheldering van de Overeenkomst, kan hier de ontleding der Duitsch-Fransche Overeenkomst worden overgenomen :

« Het nieuw verdrag bestaat uit acht artikelen, waarvan vijf regelen van stellig recht bepalen, terwijl de andere drie den aard, het van kracht worden en den duur der Overeenkomst betreffen. Eerst en vooral is het duidelijk vastgesteld dat deze Overeenkomst het verdrag van 1883 vervangt, hetwelk, naar verklaring, volkomen wordt ingetrokken; de tweede oplossing, voorzien in het verslag van den heer L. Renault over de werkzaamheden der Conferentie van Parijs, werd dus aangenomen : de vervanging van eene Overeenkomst onder verbondene landen door eene meer eenvoudige Overeenkomst, enkel de bepalingen vermeldend die nuttig blijven gezien het Verbond. Daarbij echter bleven de onderhandelingen niet; er werden nieuwe bepalingen opgemaakt, bestemd om die der Overeenkomst van Bern *aan te vullen* of, met andere woorden, om vrijzinnigere oplossingen te huldigen dan de schikkingen dier laatste Overeenkomst (4). »

Ziedaar het beginsel dat de beteekenis en den zin der artikelen van het Verdrag moet beheerschen.

Om het inzicht der opstellers van het Verdrag na te gaan, zal men ook rekening kunnen houden met het feit dat het enkel de woordelijke vertolking is der Duitsch-Fransche Overeenkomst, te Parijs afgehandeld en onderteekeend. Welnu, de Bijzondere Commissie, in October 1906 te Parijs vergaderd, besprak enkel een Franschen tekst, en de eindelijke tekst, dien men heeft aangenomen, werd *ne varietur* opgenomen in de Overeenkomst.

(1) Vertaling. *Droit d'auteur*, 1901, bladz. 85.

(2) *Ibid.*, 1901, bladz. 97.

(3) *Droit d'auteur*, 1907, bladz. 105.

(4) *Ibid.*, 1906, bladz. 66.

ART. 2, § 1.

De woorden : « die voor de eerste maal op het grondgebied van een der beide verdragsluitende Partijen verschijnen », dienen nader bepaald te worden.

Tijdens de Conferentie van Parijs werd door de Duitsche en de Fransche afgevaardigden gewezen op het belang dat het zou opleveren te beslissen « of een gewrocht moet worden beschouwd als niet gemeen gemaakt, tot op 't oogenblik dat daarvan exemplaren verschijnen in den boekhandel of in den handel van kunstvoorwerpen, zooniet of men insgelijks als gemeen maken zal moeten beschouwen het feit dat de auteur zijn gewrocht in 't bereik van het publiek heeft gesteld door andere middelen, bij voorbeeld, door vertooning, lezing, voordracht of, ingeval van kunstwerken, door openbare tentoonstelling. » (1)

De Fransche afvaardiging uitte deze meening : « Men verstaat onder het gemeen maken van een letterkundig werk in een bepaald land, het feit der uitgave en der rechtstreeksche tekoopstelling in dat land door iemand die den last en de verantwoordelijkheid daarvan op zich neemt. Het drukken in dit land zal er meesttijds, doch niet noodzakelijk bij zijn. » Zij besloot tevens dat voor een tooneel- of toonkundig of een dramatisch-muzikaal werk, de vertooning of de uitvoering in 't openbaar niet meer als uitgave moet beschouwd worden dan de tentoonstelling van een kunstwerk (2).

Daar het meerendeel der vertegenwoordigde landen zich aansloten bij die uitlegging door de Fransche afvaardiging (3), werd in eene afzonderlijke en ophelderende verklaring, ondertekend namelijk door de gevolmachtigden van Duitschland en van België, aangestipt dat « onder *gemeen gemaakte* werken moeten verstaan worden de werken uitgegeven in een der landen van het Verbond. Dienvolgens is de uitvoering van een tooneelstuk, van een dramatisch-muzikaal werk of van een toonkundig werk, evenmin als de tentoonstelling van een kunstwerk, een uitgave in den zin van voormelde akten. »

Maar in den Duitschen tekst staat « *veröffentlicht worden* », terwijl in artikel 3 het woord « *erscheinen* » voorkomt.

Welnu, de toelichting der Duitsche wet in 1901 bepaalt dienaangaande de rechtskundige bewoordingen. « Het verschil tusschen het verschijnen (*Erscheinen*) van een werk en het gemeen maken ervan (*Veröffentlichung*) levert bijzonder belang op », zegde die toelichting. Onder *Erscheinen* verstaat het ontwerp overal enkel het uitgeven door den boekhandel, dat is het

(1) Memorie ingediend door de Duitsche afvaardiging. — Akten der Conferentie te Parijs vergaderd. (Bijlage IV.)

(2) Memorie ingediend door de Fransche afvaardiging over de beteekenis van het woord « *publication* ». — Akten. (Bijlage V, bladz. 191.)

(3) Professor Birkmeyer had reeds gewezen op dat verschil der woorden, wat betreft de Conferentie van Bern. « *Veröffentlichen für unsern nationalen Urheberrechtsverkehr etwas ganz anderes bedeutet als für den internationalen.* » (*Die Reform des Urheberrechts.*) München, 1900, bladz. 7.)

openbaar aanbieden van overgedrukte exemplaren. Daarentegen wordt de uitdrukking *Veröffentlichung* gebezigd voor alle daden waardoor het werk wordt gemeen gemaakt, bijgevolg, buiten het uitgeven, het mondeling vertoonen, uitvoeren of voordragen. »

Het woord *veröffentlicht* wordt dus gebezigd met een gansch verschillenden zin in den vertaalden tekst der overeenkomst van Bern. (Unter « *veröffentlichen* » werken sind solche zu verstehen, welche in einem verbandslande *herausgegeben* sind) en in de inlandsche wet van 1901 (1).

Wij achten dat men niet mag aarzelen, de uitlegging van de uitdrukkelijke verklaring der gevolmachtigden van 1896 te verkiezen boven de opheldering van de toelichting der wet van 1901, en dat men mag besluiten dat de woorden: « *œuvres publiées* » klaarblijkelijk worden gebezigd in dat verdrag — dat ten doel heeft de bepalingen der Overeenkomst van Bern aan te vullen — met denzelfden zin die daaraan werd gegeven bij de verklaring te Parijs op 4 Mei 1896 (art. 2 et 3.)

Kortom en derhalve, onverminderd de bescherming die kan voortvloeien uit de bepalingen der Overeenkomst van Bern en uit die der inlandsche schikkingen, welke de vreemdelingen te baat mochten komen (2), schijnt het zeker dat het verdrag niet zal kunnen ingeroepen worden voor een letter- of toonkundig gewrocht, tenzij het werd uitgegeven, en voor een kunstgewrocht tenzij het werd nagemaakt binnen het grondgebied van een der twee verdragsluitende landen; het schijnt ook zeker dat het voor den auteur niet voldoende zou wezen te steunen op de Belgische nationaliteit of op eene uitvoering of tentoonstelling op Belgisch of Duitsch grondgebied.

*
* *
*

Voor de letter-, kunst- en toongewrochten duurt de bescherming, voorzien bij de inlandsche Deutsche wet, dertig jaren *post mortem*.

Voor de photographische werken duurt zij enkel tien jaar.

De Belgische wet voorziet een gelijken termijn van vijftig jaar bescherming *post mortem*, en wel onverschillig voor welken aard van auteursrecht. Zij maakt namelijk geen verschil tusschen het recht van uitgeven en het recht van vertalen.

Wanneer artikel 2, § 1, der Overeenkomst van 16 October 1907 verklaart: « de schrijvers van werken die voor de eerste maal binnen het grondgebied van een der beide verdragsluitende Partijen verschijnen, hebben, binnen het gebied der andere Partij, zoolang hun recht op het oorspronkelijk werk bestaat, het uitsluitend recht om hunne werken te vertalen of de vertaling er van toe te laten », mag daaruit afgeleid worden dat de schrijvers van werken, voor de eerste maal in België uitgegeven, het uitsluitend recht van vertaling zullen hebben tot afloop van het vijftigste jaar *post mortem*? De tekst schijnt voor

(1) *Droit d'auteur*, 1901, bladz. 27.

(2) In België zijn alle uitgegeven of niet uitgegeven werken van vreemde auteurs beschermd. Dat punt levert dus maar belang op voor de rechten der Belgen buiten de bewoordingen der Overeenkomst van Bern. (Art. 2.)

deze uitlegging te pleiten, zonder zelfs onderscheid te maken of de vertaling van dat werk in Duitschland of in België werd uitgegeven.

Dienaangaande ontstond eene ernstige betwisting (1) :

Eene officieuse mededeeling aan de *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (nr 121 van 26 Mei 1907) en de opheldering door den heer senator Milland, in zijn verslag in den Franschen Senaat, verwerpen die uitlegging welke de rechten der auteurs te veel uitbreidt en enkel steunen kan op den tekst die overigens vrij dubbelzinnig is (2).

Het schijnt buiten kijf dat de meening, uitgedrukt door de commentaarschrijvers en welke wij even aanhaalden, moet aangenomen worden, vooral als men uitgaat van de beschouwing dat de Overeenkomst enkel ten doel schijnt te hebben gehad, in de door de overeenkomst bepaalde betrekkingen de verbetering te verwezenlijken, welke de Deutsche, Fransche en Belgische afgevaardigden gepoogd hadden te doen aannemen tijdens de herziening te Parijs in 1896, namelijk de volkomen gelijkstelling van het recht van vertaling met het recht van nadruk en namaking, en de bepaling te doen verdwijnen waarbij het recht van vertaling enkel gedurende tien jaar was verleend. (Art. 5 der Verbonds-Overeenkomst van 1886.)

Maar niets laat toe verder te gaan en te besluiten dat de Overeenkomst, bestemd om de bepalingen van het Verbond *aan te vullen*, wilde doen vervallen het 2^e lid van artikel 2, waarbij volkomen gelijkstelling van vreemden met landgenooten als grondslag wordt bedongen.

De duur van het recht op het oorspronkelijk werk is dus die der bescherming van het Belgisch werk, niet uit kracht van de Belgische wet, maar van de Berner-Convention, welke op hare beurt verwijst naar de inlandsche Deutsche wetgeving — dus dertig jaar.

Zoo men er anders over besliste, zou men er toe komen aan te nemen, zonder anderen grond dan een dubbelzinnigen tekst, in strijd met de uitlegging van denzelfden tekst in een naburig Parlement, dat de Deutsche Regeering aan de Belgische uitgaven een langeren termijn van bescherming zou hebben verleend dan aan hare landgenooten en aan de Deutsche uitgaven in België. (Belgische wet, art. 38.)

Het ware aannemen dat de tegenwoordige Overeenkomst den geheelen samenhang van het huidig verdrag van Bern zou hebben gewijzigd, door aan de vertaling een langeren beschermingstermijn dan aan het oorspronkelijk gewrocht te verleenen ; door een voor ondergeschikt gehouden recht te handhaven wanneer het hoofdzakelijk recht ten einde liep; door den duur te doen afhangen nu eens van dien in het land van herkomst, dan weer van dien in het land waar het werk is ingevoerd !

Levert de bepaling niet al de voordeelen op, welke sommigen wenschten

(1) Zie *Kölnische Zeitung*, nummer van 6 Mei 1907; *Börsenblatt*, nr 109 van 15 Mei (Die Nebensetzung französischer Werke in Deutschland). Contra *Börsenblatt*, nr 120 van 27 Mei.

(2) Zie *Etude générale sur le nouveau traité littéraire franco-allemand du 8 avril 1907*. — *Droit d'auteur*, 1907, bladz. 125.

er uit te trekken door den zin dien zij er in legden, dan toch is zij een merkelijke vooruitgang wegens het beginsel dat zij huldigt en aan de andere natiën tot voorbeeld geeft, en ook hierdoor : daar het uitsluitend recht van vertaling onvoorwaardelijk langer duurt dan de termijn van tien jaar die door de Berner-Conventionie (herzien artikel 5) volstrekt wordt bekrachtigd, zal het recht van openbare vertooning voortduren heel den tijd van dat uitsluitend vertalingsrecht. Trouwens, artikel 9 der Overeenkomst stelt met de vertaling gelijk de vertooning van vertalingen van dramatische of dramatisch-muzikale werken. Dat gevolg is niet van minder belang.

ART. 2, § 2.

Naar luid van artikel 9 der Overeenkomst van Bern worden de auteurs uit een der landen van het Verbond gelijkgesteld met de landgenooten, wat betreft de openbare vertooning van dramatische of dramatisch-muzikale werken, al of niet uitgegeven. Zij worden ook beschermd voor de uitvoering van onuitgegeven muziekwerken of voor de uitgegeven werken welke eene melding van voorbehoud dragen.

De opzegging van het Belgisch-Duitsch verdrag van 12 December 1883 hadde, bij gebreke van deze bepaling die het dus onmisbaar was in te voeren, de schrijvers van in België uitgegeven muziekwerken verplicht tot eene vermelding van voorbehoud voor het handhaven hunner rechten, wanneer die formaliteit werd afgeschaft door de Duitsche wet van 1901 (1).

Het eerste lid van art. 2 handhaaft dus voor de toekomst den vroegeren toestand, ten onzen bate bestaande sedert 1901. Verder onderzoeken wij het stelsel voor de muziekwerken, zonder voorbehoudsvermelding uitgegeven vóór 1901.

ART. 5.

Art. 5 der Overeenkomst huldigt een werkelijk voordeel voor de auteurs van werken in België uitgegeven.

Het zal namelijk doen herleven het uitsluitend vertalingsrecht op al de werken, in België uitgegeven vóór 6 Mei 1892 (datum van het in werking treden van het Duitsch-Amerikaansch verdrag) en waarvan de schrijver niet sedert meer dan dertig jaar overleden is.

Nu moest nog geregeld worden het stelsel der vertalingen die zouden blijken uitgegeven te zijn geweest vóór de huidige Overeenkomst zonder nadrukken te zijn.

De Duitsche tekst van het verdrag bevat de woorden : « Erlaubterweise ganz oder zum Theil *erschienen* ».

Het kan feitelijk slechts vertalingen gelden, *wettig* uitgegeven, verschenen

(1) Cfr. A. DARRAS, *Considérations sur le traité franco-allemand de 1907. Droit d'auteur*, 1907, blz. 158.

met toelating van de wet of van den schrijver. De tekst van het Duitsch-Italiaansch verdrag bevat, althans, met betrekking tot de uitdrukking « erschienen », de *Fransche* vertaling « licitement ».

Welke kunnen die vrijgestelde vertalingen zijn?

Onder het verdrag van 1883 (art. 10) behield de schrijver slechts het recht van vertaling op zijn werk gedurende tien jaar, mits hij van dat recht gebruik maakte binnen den termijn van drie jaar te rekenen van de uitgave van dat werk; de Overeenkomst van Bern schafte deze voorwaarde af en behield den termijn van tien jaar (art. 5).

Talrijke vertalingen werden op geoorloofde wijze uitgegeven na dien termijn van drie of tien jaar.

Te beginnen met 6 Mei 1892, datum waarop de Belgen het voordeel genoten van de inlandsche wet door gelijkstelling met de landgenooten, verdwijnen de geoorloofde, alhoewel niet door den schrijver toegelaten vertalingen.

Al de werken, die in Duitschland of in België zullen verschenen zijn tot op den datum van het van kracht worden dezer Overeenkomst, zijn, zonder uitzondering, toegelaten tot het voordeel der nieuwe regeling.

« Blijven voorbehouden, de rechten verworven door den schrijver eener vertaling, geheel of gedeeltelijk uitgegeven op geoorloofde wijze vóór dat van kracht worden; die schrijver kan zijne vertaling weder doen drukken, verspreiden en doen *vertoonen*; dit laatste voorrecht, dat betwist was, werd uitdrukkelijk vastgesteld. Dus treedt de schrijver van het oorspronkelijk werk opnieuw in de volheid zijner rechten, zoo geen enkele dergelijke vertaling verscheen tot den opgegeven datum, en dit tegenover elken derden persoon. Maar tegenover hem staat dan het recht van den schrijver eener vroeger toegelaten vertaling, dat onaantastbaar blijft. » (1)

Zulks bewijst hoe dringend het is dat het verdrag naderzijds bekrachtigd worde.

*
* * *

De zin van de slotalinea van artikel 3 dient nog nader te worden bepaald. Het kan, natuurlijk, geen uitvoeringen toelaten die, onder het vroeger stelsel, voor daden van namaking zouden hebben gegolden.

Veronderstellen wij een muzikaal werk, dat in Duitschland niet zou beschermd zijn tegen eene openbare uitvoering, omdat er geen uitdrukkelijk verbod bestaat. Daar die voorwaarde in België niet is geëischt, bleef het auteursrecht tot nog toe ongeschonden in ons land, bij toepassing van de artikelen 16 en 38 der Belgische wet. Het zal aldus blijven en uitvoerders, voorzien van partituren en muziekstukken, in een der beide landen uitgegeven en de verbodsvermelding niet dragend, kunnen voortaan niet steunen op artikel 3 der Overeenkomst om te beweren dat zij recht tot uitvoering hebben. De Overeenkomst bedoelt de bescherming, de betere verzekering

(1) *Droit d'auteur*, 1907, blz. 126.

van het auteursrecht. Zij verheft een minimum; zij krenkt geen reeds verleende rechten en voert geen recht van namaken in.

Artikel 3, in het slotgedeelte, heeft geen andere beteekenis dan de aanvang van het artikel.

Dat wordt, overigens, klaar gezegd in de toelichting, aan den Reichstag onderworpen.

« Dat grondbeginsel zal met terugwerkende kracht uitvoerbaar zijn bij het in werking treden der overeenkomst. Hier ook zal de schrijver naderhand (*nachträglich*, zooals het *Denkschrift* zegt), in het bezit zijner oorspronkelijke rechten terugkomen, doch mits de volgende beperking: de uitvoering van een uitgegeven muzikaal werk, vroeger niet van de verbodsvermelding voorzien, zal vrij en aan het nazicht van den auteur onttrokken blijven, zoo de executanten zich met dat doel bedienen van partituren en nota's die deze vermelding niet dragen «en waarvan zij kunnen bewijzen (*nachgewiesenermassen*) dat zij in hun bezit waren vóór het nieuw verdrag in werking trad. (Z. *Denkschrift*, blz. 6.) Die vaststelling van bezit, voor hen eene tweede voorwaarde, is een vooruitgang op de Deutsche wetgeving (artikel 61 der wet van 1901). De heer senator Millaud zegt het zeer goed in zijn verslag: « De overgangsmaatregelen, genomen in artikel 3 om de executanten die te goeder trouw zijn, niet te treffen, werden voorzien uit bezorgdheid om het bedrog niet te vergemakkelijken; zij leggen de uitvoerders den last op te bewijzen dat zij gerechtigd zijn te steunen op de uitzondering waarvan zij het voordeel willen hebben » (1).

* * *

Wat moet men verstaan onder « partituren of muziekstukken »?

De Deutsche wet zegt *Partituren oder Nottenblätter* (letterlijk: muziekbladen, notas), maar de Fransche tekst spreekt van « *partitions ou morceaux de musique* », deze laatste uitdrukking beantwoordende aan het Duitsch *Musikstücke*; het is echter klaarblijkelijk dat men door die laatste woorden bedoelde heel het « muzikmateriaal », onmisbaar tot het inrichten der openbare uitvoering. (Zie de soortgelijke bepaling van art. 61 der Deutsche wet van 1901 en de vertaling van het *Droit d'auteur*, 1901, blz. 89) (2).

In ieder geval zijn die uitdrukkingen niet van toepassing op de schijven, platen, cylindfers, banden en andere soortgelijke gedeelten van instrumenten dienende tot mechanische uitvoering van muziekstukken.

Alhoewel het volgens artikel 22 der Deutsche wet van 19 Juni 1901 geoorloofd is een muzikaal werk over te schrijven, uitgegeven op die schijven, enz. (3), kan men dus, in geen enkel geval, die wetsbepaling inroepen om te besluiten tot een recht van openbare uitvoering door middel van dergelijk materieel.

(1) *Droit d'auteur*, 1907, blz. 126.

(2) *Droit d'auteur*, 1907, blz. 126 (Nota).

(3) Behalve voor 't geval waar de onderling verwisselbare gedeelten passen • op instrumenten waardoor het werk kan worden weergegeven in het opzicht van de kracht en den duur

Wanneer men, overigens, zou aannemen — en de zaak zal waarschijnlijk worden opgeworpen bij de toekomstige herzieningsconferentie te Berlijn — dat de Berner Overeenkomst, door haar slotprotocol artikel 3, de auteursrechten en de voordeeler inlandsche wetgevingen heeft gekrenkt, dan nog zou die krenking zijn beperkt tot het feit van vervaardiging en verkoop; de openbare uitvoering blijft verboden naar luid van de artikelen 2 en 4 dier Overeenkomst, 1 en 58 der Belgische wet, 12 en 22 der Deutsche wet, en de onderhavige Overeenkomst voert te dien opzichte geenerlei nieuwigheid in betreffende de Verbondsovereenkomst (1).

ART. 6.

De *lichtbeelden* werden in artikel 6 afzonderlijk vermeld; het nieuw verdrag bevat te hunnen opzichte den tekst van nummer 1 van het slotprotocol, herzien ter Conferentie van Parijs (Toegevoegde akte, art. 2).

Dus is de gelijkstelling van vreemdelingen met landgenooten, zooals zij bestaat, toegepast op de photographische werken der beide landen tijdens den kortsten beschermingsduur (10 jaar).

De lichtbeelden zullen uitdrukkelijk vallen onder de toepassing van de bepaling der meest begunstigde natie op de letterkundige en kunstwerken (art. 3), wat, op dit gebied, wezenlijke voordeelen kan opleveren.

De bescherming der lichtbeelden in het nieuw verdrag is eene voldoening aan de billijke eischen der photographen en het is de eerste stap tot opneming dezer werken onder die welke in artikel 4 der Overeenkomst zijn opgesomd (2).

*
* *
*

De Middenafdeeling vestigt de welwillende aandacht der Regeering op het nut om de rechten onzer landgenooten te beschermen tegenover de landen die niet jegens België zijn verbonden door een verdrag en zich tot nog toe bij de Berner Conventie niet aansloten.

De belanghebbenden riepen namelijk deze tusschenkomst in voor onze betrekkingen met Rumenië, Rusland, Oostenrijk en vooral Nederland.

Het eerste dier landen schijnt eerlang te zullen toetreden tot de Overeenkomst. Voor het Rumeensch Parlement werd aanhangig gemaakt een voorstel tot wijziging der inlandsche wetgeving in den vrijzinnigsten geest, ingediend den 14^e Maart 1907 door den heer Disteren, Minister van

der klanken en in het opzicht van de maat, derwijze dat het gelijkstaat met eene persoonlijke uitvoering (zelfde artikel 22, *in fine*).

(1) « Overwegende, dat men niet kan ontkennen dat de nijverheid der mechanische muziek-instrumenten, en bijzonderlijk die der phonografen met toebehooren, eene onverwachte uitbreiding nam, die de aandacht der Regeeringen vergt; dat het weinig billijk schijnt dat de auteurs, *buiten het geval van openbare uitvoering*, geen winst kunnen trekken van de reproductie hunner werken, die, onder zekere omstandigheden, voor hen nadeelig kan wezen; maar dat er dient beslist te worden dat de auteurs geen recht hebben zoolang de Overeenkomst van Bern niet werd gewijzigd of opgezegd. » (Hof van Brussel, 29 December 1905. Cfr. Vrederegerecht Laken, 5 Juli 1906. *Bulletin Soc. Auteurs et Compositeurs*, n° 58, blz. 117.)

(2) *Droit d'auteur*, 1907, blz. 124.

Openbaar Onderwijs, alsook een voorstel tot aansluiting bij het Internationaal Verbond (1).

Maar reeds nu, krachtens artikel 11 der wet van 1/13 April 1862 op de drukpers, worden al de aan de landgenooten verzekerde rechten door een stelsel van volstreckte wederkeerigheid en met volle recht aan de Belgen gewaarborgd (2).

De Russische Regeering onderwierp, den 30^{en} December 1898, aan den Raad van State een nieuw ontwerp, in tweede lezing aangehouden na onderzoek door bijzondere commissiën en raadpleging der bevoegde vereenigingen (3). Doch evenmin als het nieuw ontwerp, beschermt de bestaande wetgeving de vreemdelingen voor hunne werken, buiten het Russisch grondgebied uitgegeven.

Ook deed de Fransche Regeering in het handelsverdrag met dat land (16/29 November 1903) eene bepaling opnemen, waarbij wordt vastgesteld dat « de Keizerlijke Russische Regeering zich bereid verklaart na drie jaar in onderhandeling te treden aangaande het sluiten eener overeenkomst tot wederzijdsche bescherming der auteursrechten voor de letterkundige werken, de kunstgewrochten en de lichtbeelden (4).

Op eene interpellatie van den heer Couyba, tijdens de bespreking, in den Senaat, der begrooting van Buitenlandsche Zaken, kondigde de heer Minister Pichon aan, dat de onderhandelingen werden voortgezet. (*Ver-gadering* van 24 December 1907.)

Daar de termijn, opgelegd door het verdrag van 16-29 November 1903 (in werking getreden den 1^{en} Maart 1906) voor de twee derden verstreken is, ware het wellicht op dit oogenblik nuttig, onderhandelingen aan te knopen met de Keizerlijke Regeering, ten einde aan onze landgenooten het voordeel te verzekeren van een gelijk stelsel als dat welk, op denzelfden datum, aan de Fransche schrijvers en kunstenaars zal toegekend zijn.

België sloot, op 18-30 Juli 1862, een soortgelijk verdrag als het Fransch-Russische van 1861. Dat verdrag werd door Rusland opgezegd den 9-21 December 1883 (5).

Op den toestand onzer landgenooten tegenover Oostenrijk werd reeds

(1) Zie den tekst van het ontwerp der Regeeringscommissie. *Droit d'auteur*, 1907, blz. 5, en het merkwaardig verslag van den heer Tr. DJUVARA, *Aderarea Romaniei la conventiunea din Berna*. Bucarest, 1907.

(2) Cf. Rumeensch Verbrekingsarrest van 5 Juli 1906. *Droit d'auteur*, 1906, blz. 118 en 130. Eensluidende studie. *Droit d'auteur*, 1908, blz. 16. J. T. GHICA, *La propriété littéraire et artistique en Roumanie*, Bucarest 1906. A. NICOLAU *L'état, actuel de la propriété, art. et littér., en Roumanie*, Bucarest, 1906.

(3) *La législation russe sur les droits d'auteur* (*Revue de droit international et de la législation comparée*, 1905); *Étude sur la réforme législative en matière de droit d'auteur*. (*Droit d'auteur*, 1907, blz. 94).

(4) *Journal officiel*, 25 Februari 1906; *Revue de droit international privé et de droit pénal*, 1906, blz. 413. A. DARRAS, *Droit d'auteur*, 1908, blz. 34.

(5) Zie CLUNET, 1885, blz. 458; 1888, blz. 788; *Droit d'auteur*, 1888, blz. 122.

gewezen in de vraag, op 50 Januari 1906, door den achtbaren heer Devigne gericht tot den heer Minister van Buitenlandsche Zaken.

Sedert machtigt de Oostenrijksche wet van 26 Februari 1907 den Minister van Justitie het voordeel der nationale wet, bij wijze van wederkeerigheid, te verleen.

Eene eenvoudige ordonnantie zou dus volstaan om aan onze landgenooten eene vergoeding te verzekeren voor de gansch onbaatzuchtige behandeling, die tot heden, in België, de Oostenrijksche auteurs ten deele viel.

Merken wij op dat reeds zulke ordonnantie werd genomen ten voordeele der Deensche (ordonnantie van 18 Juli 1907) en der Amerikaansche onderdanen (September 1907). (*Droit d'auteur*, 1907, blz. 106 en 148; 1908, blz. 9.)

Ziehier eindelijk den toestand voor Nederland :

Onze Noorderburen lieten zich vertegenwoordigen op de Berner-Conferentiën van 1884 en 1885, en hun afgevaardigde ondertekende het vastgestelde ontwerp van Overeenkomst, maar daaraan werd geen bekrachtiging gegeven en de zaak werd en wordt nog in Nederland druk besproken. In 1898, werd gesticht de *Berner Conventie-Bond*, bestaande uit kunstenaars, schrijvers, rechtsgeleerden, uitgevers, om de toetreding van Nederland tot het Verbond voor te bereiden. De letterkundigen en de Bond der Nederlandsche uitgevers zijn voor de zaak gewonnen.

Een groot aantal dagbladen vraagt dat het « willekeurig geroofd » ophoude, terwijl de meerderheid der uitgevers het beginsel der toetreding vijandig blijft, ten minste in zooverre zij een einde zou stellen aan de vrijheid van vertaling (1).

Het is dus mogelijk dat Nederland zich niet zoo gauw aansluit bij de Berner-Conventie en bijgevolg is het noodig bijzondere verdragen te sluiten, als zijnde dit de zekerste en de meest practische oplossing.

Eene Conventie van 30 Juni 1858 (wet van 17 Maart 1859) werd gesloten tusschen België en Nederland, doch enkel « voor de wederkeerige waarborging van den eigendom der wetenschappelijke en letterkundige werken ».

En het eerste artikel bevat de volgende bepaling, die bijzonder erg is voor onze Fransch-Belgische schrijvers (2) :

« De bescherming van het eigendomsrecht of van het auteursrecht, door dit artikel bepaald, geldt niet voor het uitsluitend recht van vertaling dat de huidige of latere wetten van het een of het ander land geacht mochten worden aan den auteur voor te behouden. »

Artikel 12 der Overeenkomst verklaart, wel is waar, dat zoo de Nederlandsche Regeering aan een andere mogendheid, op het stuk van letterkundigen of *artistieken* eigendom, om 't even welke, ruimere rechten verleende,

(1) *Internationale moraal*. — *Algemeen Handelsblad* (Nieuwe Amsterdamsche Courant, 21 februari 1907).

(2) Vlaamsch en Hollandsch worden, voor de toepassing der Overeenkomst, als ééne en dezelfde taal beschouwd. « Het overnemen in de Vlaamsche taal van een in de Hollandsche taal uitgegeven werk en het overnemen in de Hollandsche taal van een in de Vlaamsche taal uitgegeven werk worden beschouwd als nadruk. » (Art. 5, *in fine*.)

de Belgische schrijvers of kunstenaars, door het feit zelf, gelijke rechten zullen erlangen.

Op 27 April 1860 sloot Nederland eene « bijkomende regeling » en onderteekende, op 19 April 1884, eene verklaring met Frankrijk (1).

Krachtens deze wordt de vroegere Overeenkomst van 29 Maart 1855 uitgebreid tot de muzikale werken en daardoor kan België dezelfde bescherming eischen.

Die verschillende overeenkomsten verbieden enkel den druk of den nadruk in de oorspronkelijke taal en laten de vertaling uitdrukkelijk vrij. Er werd beweerd dat, wijl de Nederlandsche wet van 1881 het inlandsche recht in zake van muziekuitsvoeringen en tooneelvertooningen uitgebreid heeft, wij het recht hadden een gelijk voordeel te eischen bij toepassing van het nationaal stelsel, ons verzekerd als grondslag der Overeenkomst van 1858. Maar de Nederlandsche rechtsleer en rechtspraak nemen die stelling niet aan en beweren dat de Overeenkomst van 1858 beperkend is, slechts de auteursrechten bedoelt door de alsdan erkende exploitatiemiddelen, dit is « *Her- of nadruk* », en dat de voorziene uitbreiding ruimere waarborgen oplevert en verbetering van de proceduur op dat gebied (2).

Die toestand is betreurenswaardig en gaf steeds aanleiding tot klachten van schrijvers en uitgevers der verschillende landen. Onze Noorderburen kunnen zich wettelijk, doch op ongeoorloofde wijze heel de buitenlandsche letterkunde toeëigenen; onze muziek- en tooneelwerken worden opgevoerd in schouwburgen en concerten, tot groot voordeel der ondernemers, met volle vrijheid om het werk te vervalschen. Denkt maar aan de uitvoering van *Herbergprinses*, in 1897, met eene gansch andere orchestratie dan die van Jan Blockx, door een muziekliefhebbertje verstrekt, volgens eene partituur voor klavier, en op die « uitvoering » werd de kroon gezet door de vermindering van het libretto van Nestor de Tière.

Nu de beste denkers streven naar een inniger band van belangen met onze Noorderburen, schijnt het oogenblik gepast om van de Nederlandsche Regeering, voor het minst eene verklaring te bekomen, afbrekende met de rechtspraak die wij even aanduiden en, in zake van uitvoeringen en vertooningen, onze Belgische schrijvers volstrekt gelijkstellende met de Nederlandsche (3).

*
* *

De Middenafdeeling, vroeger belast met het onderzoek van de Overeenkomst van 12 December 1883, die gaat verdwijnen, daar zij ten gevolge van

(1) *Conventions et traités sur la propriété artistique et littéraire*. Internationaal Bureau te Bern, blz. 299.

(2) A.-A. DE PINTO, *Weekblad van het Recht*, 1890.

Boetstraffelijke rechtbank, 3 mei 1903, bekrachtigd door het Hof, den 28^{en} Juni 1903. Eensluidend advies van den heer Van Valkenburg.

(3) Zie, aangaande die kwestie, de verslagen en studiën van den heer ERN. VANDERVELD, in den Belgischen kring van den boekhandel en de drukkerij. Congres van het Kunst- en Letterkundig Verbond. Luik, 1905, van de uitgevers, Milaan, 1906.

de nieuwe Overeenkomst vervalt, onderzocht vergelijkenderwijs de verschillende verdragen, op dit punt gesloten, en stelde vast dat: « In dit opzicht de beschaafde natiën over de meeste vraagstukken gelijke beginselen hebben en dat het invoceren van een eenige wetgeving om ze allen te beheerschen, thans betrekkelijk gemakkelijk zou wezen. Pogingen, die met dat doel reeds sedert eenigen tijd werden aangewend, gaven aanleiding tot officieuze internationale vergaderingen, waarvan de werkzaamheden de oplossing bespoedigen zullen. De Middenafdeeling kan zich enkel met die pogingen vereenigen en de strekkingen waarvan de Belgische Regeering sedert lang blijken gaf, laten geen twijfel bestaan of zij zou met veel genoeg hare medewerking leenen tot eene officieele conferentie, die het Internationaal Wetboek van den letterkundigen- en kunsteigendom zou opstellen, onder voorbehoud van goedkeuring door de verschillende Parlementen. »

Dat Internationaal Wetboek, waarvan de Middenafdeeling de afkondiging wenschte, bestaat thans. Ons land nam een gewichtig aandeel in zijne bewerking en in de herzieningswerkzaamheden te Parijs.

Nu de landen, die de Berner Conventie onderteekenden, bijeengeroepen zijn, op uitnoodiging der Duitsche Regeering, tot eene nieuwe herziening, kunnen wij niet anders dan ons zelve gelukwenschen om het verbond, dat voortspruit uit de onderteekening der drie overeenkomsten, de Duitsch-Belgische, de Duitsch-Fransche en de Duitsch-Italiaansche, die het inzicht van de onderteekenaars bevestigen om, in zooverre de omstandigheden het zullen veroorloven, het minimum-peil der te verleenen bescherming te doen stijgen.

Moge dit werk worden aangevuld door de aansluiting van nieuwe toetreders tot het Verbond en den dag bespoedigen dat het « Internationaal Wetboek der auteursrechten » volmaakt genoeg zal wezen om de overeenkomsten van land tot land nutteloos te maken !

De Middenafdeeling heeft de eer, Mijne Heeren, u de goedkeuring van het wetsontwerp voor te stellen.

De Verstaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

BEERNAERT.
